

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION
ET DU STOCKAGE DES CÉRÉALES

Les ambitions prometteuses de l'Algérie

Alors que la sécurité alimentaire s'impose comme un enjeu stratégique, la filière céréalière en Algérie est engagée dans une profonde mutation. Entre investissements massifs dans les infrastructures, adaptation aux aléas climatiques et ambitions productives, les autorités et les professionnels veulent donner une nouvelle dimension à cette branche clé de l'économie nationale. P 3



RENTÉE UNIVERSITAIRE
**Près de 2 millions
d'étudiants
rejoindront
aujourd'hui les
campus**

Près deux (2) millions d'étudiants rejoindront, aujourd'hui lundi, les établissements d'enseignement supérieur, dans un contexte marqué par le renforcement du rôle de l'Université en tant que vivier de l'innovation et acteur du développement économique du pays.

P 2

ÉDUCATION

**Vers le recrutement
de 45 000
enseignants**

Le ministre de l'Education, Mohammed Seghir Sadaoui, a annoncé, hier à Alger, la préparation par son secteur d'un concours de recrutement de 45.000 enseignants et 24.000 fonctionnaires administratifs, dans le cadre des efforts du secteur visant à répondre aux besoins du système éducatif.

P 5

**RÉVISION DES MESURES
RÉGLEMENTAIRES DU
COMMERCE EXTÉRIEUR**

**Les orientations
du ministre Kamel
Rezig**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, hier à Alger, une réunion d'évaluation consacrée à l'examen et à la révision des différentes mesures prises en matière de réglementation du commerce extérieur, notamment celles liées aux opérations d'importation, sur la base du programme prévisionnel du second semestre de l'année en cours, indique un communiqué du ministère.

P 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**L'innovation
et la recherche, priorités
de l'UMMTO** P 2

OUM EL BOUAGHI

**Vers le raccordement de plus
de 50 exploitations agricoles à
l'électricité** P 3

NOUVELLES LIGNES MINIÈRES

**Un comité central pour
assurer le suivi et le respect
des délais** P 3

BEJAÏA
Plus de 200 participants attendus à la Fête de la figue et des produits de terroir de Beni Djellil

Plus de 200 participants sont attendus à la 7e édition de la Fête de la figue et des produits de terroir qui se tiendra du 25 au 27 septembre dans le village de Tala Moumène relevant de la commune de Beni Djellil à Bejaïa, a-t-on appris, dimanche, auprès des organisateurs. Le village de Tala Moumène (50 km au sud-ouest de la wilaya de Bejaïa) accueillera à cette nouvelle édition, des agriculteurs et des artisans de plusieurs communes de Bejaïa et d'autres wilayas, dont Sétif et Tizi Ouzou, qui vont exposer leurs produits, principalement différentes variétés de la figue fraîche, outre quelques produits agricoles du terroir, a indiqué à l'APS le président l'Assemblée populaire communale (APC) de Beni Djellil, Abdelghani Ouali. L'édile de Beni Djellil a fait savoir que le but de l'organisation de cette manifestation était de perpétuer ce rendez-vous qui permet aux producteurs d'exposer et de faire la promotion de leurs produits du terroir, mais aussi de faire connaître la région aux visiteurs qui s'y rendront durant le week-end prochain. "Cette Fête se veut, à la fois, une occasion pour mettre en valeur le produit de la figue et une opportunité pour les agriculteurs et les artisans de pouvoir vendre leur récolte", a indiqué M. Ouali. A l'occasion, des conférences thématiques seront animées par des universitaires et experts en marge de la Fête de la figue, a-t-il souligné. La Fête de la figue de Beni Djellil est organisée par l'APC de Beni Djellil, en collaboration avec la chambre de l'agriculture de la wilaya et la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM).

RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Près de 2 millions d'étudiants rejoindront aujourd'hui les campus

Près deux (2) millions d'étudiants rejoindront, aujourd'hui lundi, les établissements d'enseignement supérieur, dans un contexte marqué par le renforcement du rôle de l'Université en tant que vivier de l'innovation et acteur du développement économique du pays.

Par Selma R.

A ce titre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait souligné, dans un message à l'occasion de la commémoration du 69e anniversaire de la Journée de l'étudiant, «le souci de l'Etat à développer davantage l'Université algérienne, ainsi que le système de formation, avec ses différents niveaux et spécialités, en fonction de la réalité économique et des processus de transformation vers une économie du savoir». Il a insisté sur «la mise en place des mécanismes d'intégration des jeunes universitaires et diplômés d'instituts de formation dans la dynamique de la transformation inéluctable vers une économie ouverte, diversifiée et compétitive, notamment à travers la facilitation et l'accompagnement des processus de création des petites et moyennes entreprises». Le président de la République avait, en outre, rappelé les moyens dégagés par les pouvoirs publics à l'effet de «faire de l'Université algérienne la locomotive de l'Algérie nouvelle et victorieuse, pour la mener vers le progrès et l'économie diversifiée». Pour concrétiser ces ambitieux objectifs, le mi-

nistère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mobilisé tous les moyens humains et matériels permettant aux quelque 2 millions d'étudiants répartis à travers les différents établissements universitaires et centres de recherche, dont 331.827 nouveaux inscrits, de se consacrer à l'acquisition du savoir et au développement de la recherche. Afin d'optimiser la qualité de l'enseignement, le ministère veille au renforcement du corps enseignant pour atteindre 75.000 enseignants, un nombre conforme à la norme internationale relative à l'encadrement pédagogique, à savoir un enseignant pour 20 étudiants. Ce résultat a pu se concrétiser grâce à la dotation du secteur de 4412 postes budgétaires, destinés au recrutement des enseignants universitaires. L'opération ayant abouti au recrutement de 2941 enseignants chercheurs, 719 enseignants hospitalo-universitaires, 156 chercheurs permanents et 185 autres sous contrats. Le ministère s'attelle, en outre, à poursuivre l'intensification de la numérisation du secteur tout en actualisant les offres de formation, de sorte à les adapter aux besoins du marché du travail, à travers l'optimisation des compétences des étudiants dans des domaines aussi

vitaux que l'intelligence artificielle et de l'informatique. A cet effet, le secteur a été enrichi d'une université des Sciences de la santé, l'institution d'une licence d'anglais médical ainsi qu'une cinquantaine de nouvelles formations, dont 14 destinées aux bacheliers littéraires, en vue de leur faciliter l'accès à des emplois liés à la sphère économique. Illustrant la contribution de l'Université à l'effort du développement économique, le ministre de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, Kamel Baddari, avait indiqué que les réformes engagées ont abouti à de nombreuses réalisations, dont la création de 422 sous-entreprises, réparties sur divers établissements universitaires. Un nombre appelé à croître à 490 entreprises créatrices de richesses, sachant que 250 d'entre elles sont déjà opérationnelles. De plus, 117 accélérateurs de startups au profit des étudiants ont été recensés, de même que 117 centres de développement de l'entrepreneuriat, auxquels s'ajoute l'entrée en activité de 76 startups, dont le nombre escompté d'ici la fin de l'année est estimé à 235. Sur la base de ces statistiques, «15.205 emplois devraient être créés d'ici la fin de l'année, avec un chiffre d'affaires estimé à 19.67 milliards DA», avait estimé M. Baddari.

OUM EL BOUAGHI

Vers le raccordement de plus de 50 exploitations agricoles à l'électricité

Pas moins de 52 exploitations agricoles de la wilaya d'Oum El Bouaghi seront raccordées au réseau électrique "avant la fin de l'année 2025", a-t-on affirmé, dimanche, à la direction locale de distribution du groupe Sonelgaz. Le responsable de la communication

de cette direction, Narimane Benzli-kha, a indiqué, à l'APS, que le raccordement de ces exploitations agricoles, situées dans différentes communes de la wilaya, sera opéré dans le cadre d'un programme arrêté à cet effet par le groupe Sonelgaz.

Un investissement public de 115 millions de dinars a été consenti pour le raccordement de ces exploitations, qui nécessitera la mise en place d'un réseau de distribution d'une longueur de 27,1 km, selon la même source, qui a souligné que depuis le début de l'année en cours,

87 exploitations agricoles ont été raccordées à l'électricité. Il convient de noter que plus de 800 exploitations agricoles actives dans la wilaya d'Oum El Bouaghi ont été raccordées au réseau électrique pour un coût global de plus de 1,455 milliard de dinars.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'innovation et la recherche, priorités de l'UMMTO

Par R E.

L'implication de l'Université dans le processus de développement du pays à travers l'innovation et la recherche appliquée constitue la priorité de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) a affirmé, dimanche, son recteur, le Professeur Ahmed Bouda. Dans une déclaration à l'APS à la veille de la rentrée universitaire 2025-2026, le recteur a considéré que "dans le contexte actuel, en plus de sa mission première qui demeure la formation, l'Université doit opérer un changement dans ses missions, s'investir et s'impliquer, davantage et activement, dans l'innovation et la création de valeur pour participer à l'effort du développement du pays". L'université, a-t-il estimé, "ne doit plus se contenter de produire du savoir et de former des cadres, mais devra jouer un rôle

d'acteur clé du développement du pays et prendre part activement à l'innovation et à la création de valeur et de richesses". M. Bouda a affirmé que l'Ummto "fait sienne" cette vision et a lancé depuis quelques années "un processus d'innovation et d'adaptation de ses formations aux besoins de l'environnement socio-économique et en innovant dans le but d'une implication plus active et appliquée dans le développement de l'économie nationale". "L'UMMTO est résolue à s'imposer comme une locomotive du développement socio-économique, local et national, en répondant au mieux à ses besoins en matière d'expertise et de formation, mais aussi, en apportant notre part d'innovation et de propositions", a-t-il expliqué. Dans cette optique, l'UMMTO "agit sur plusieurs axes" en procédant au renforcement de ses relations avec le monde du tra-

vail à travers la signature de conventions de partenariat et la création de nouvelles filières professionnelles et l'encouragement de l'innovation à travers des projets promoteurs et adaptés, selon son premier responsable. Pour concrétiser la dynamique de jonction entre formation académique et pratique sur le terrain, offrir aux diplômés le maximum d'opportunités de s'insérer sur le plan professionnel en trouvant un emploi ou en devenant, eux-mêmes, pourvoyeurs, plusieurs mécanismes ont été mis en place durant ces quatre dernières années au niveau de l'UMMTO. "Nous disposons de 36 laboratoires de recherches et avons mis en place un incubateur déjà agréé, labellisé et reconnu pour la qualité de ses projets, ainsi que plusieurs structures d'accompagnement dont un Centre de développement à l'entrepreneuriat, le bureau de liaison entreprise-

université, la maison d'intelligence artificielle, le centre d'enseignement intensif des langues, et le Centre d'appui et de transfert technologique", a-t-il indiqué, à ce propos. Ces mécanismes "contribuent, et de manière active et efficace, dans l'accompagnement des porteurs de projets innovants, étudiants ou enseignants, dont certains ont déjà créé leurs entreprises et leur permettent ainsi d'être des pourvoyeurs d'emplois et non demandeurs", a souligné M. Bouda. Par ailleurs, et pour la rentrée universitaire 2025/2026, le Pr Bouda affirme que l'UMMTO est prête à accueillir sa communauté universitaire "dans de meilleures conditions". Sur le plan infrastructurel, l'UMMTO, qui recevra 5.000 nouvelles places, dispose du nombre de places nécessaires pour accueillir tous les étudiants, y compris les nouveaux bacheliers dont le nombre avoisine les 9.000, a-t-il assuré.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION ET DU STOCKAGE DES CÉRÉALES

Les ambitions prometteuses de l'Algérie

Alors que la sécurité alimentaire s'impose comme un enjeu stratégique, la filière céréalière en Algérie est engagée dans une profonde mutation. Entre investissements massifs dans les infrastructures, adaptation aux aléas climatiques et ambitions productives, les autorités et les professionnels veulent donner une nouvelle dimension à cette branche clé de l'économie nationale.

Par Mourad A.

Intervenant sur un plateau de la télévision algérienne, Abdelghani Benali, secrétaire général du Conseil national interprofessionnel de la filière des céréales (CNIFC), a mis en avant l'importance du renforcement des capacités de stockage, tout en dressant un bilan des acquis et en esquissant les perspectives d'avenir. « Nous avons franchi une étape décisive, en passant d'une capacité maximale de 30 millions de quintaux à plus de 40 millions aujourd'hui. Notre objectif est clair : atteindre 90 millions de quintaux dans les deux prochaines années », a-t-il déclaré. Pour lui, ce saut qualitatif représente une véritable bouffée d'oxygène pour la filière, en offrant une marge de manœuvre inédite dans la gestion des récoltes et des approvisionnements. La campagne 2024/2025 illustre déjà ce changement d'échelle, avec près de 40 millions de quintaux réceptionnés par l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) et le ministère de l'Agriculture. La production reste largement dominée par le blé dur, qui dépasse les 30 millions de quintaux, dont 4 millions réservés aux semences pour la prochaine saison. À cela s'ajoutent entre 1,8 et 2 millions de quintaux d'orge destinés aux semences, ainsi qu'une produc-

tion croissante de légumineuses (lentilles, pois chiches) dans l'Est et l'Ouest, renforçant la stratégie de diversification. Le développement des infrastructures de proximité constitue un autre axe majeur. « Nous devons rapprocher le point de collecte du producteur. Autrefois, certains devaient parcourir 600 à 700 kilomètres pour livrer leur récolte. Aujourd'hui, 50 centres de proximité sont déjà en activité, et nous visons la création de 250 », a expliqué M. Benali. Ces centres permettront de réduire les coûts logistiques et d'améliorer l'efficacité de la filière. Toutefois, le tableau n'est pas exempt de difficultés. L'intervenant a reconnu l'impact sévère de la sécheresse sur certaines régions, où des agriculteurs n'ont rien récolté malgré des investissements importants. « Nous ne pouvons pas les laisser seuls. Un accompagnement spécifique est indispensable pour ces producteurs sinistrés », a-t-il plaidé. Plus largement, il a insisté sur la nécessité d'une cartographie plus intelligente des cultures. Selon lui, cultiver du blé dur dans des zones salines n'a aucun sens économique. Il propose de réorienter ces surfaces vers des cultures mieux adaptées, comme l'orge, le triticale ou encore les légumineuses, afin d'éviter des pertes aussi bien pour l'État que pour les agriculteurs.

Les ambitions restent néanmoins élevées. Avec une superficie agricole utile de plus de 8 millions d'hectares, dont 3,2 millions consacrés aux céréales, l'Algérie prévoit d'étendre cette dernière à 3,5 millions d'hectares grâce au développement dans le Sud. « Notre objectif est d'atteindre 80 millions de quintaux de production dès la prochaine campagne. Cela ne sera possible que si l'État, l'OAIC, les coopératives et les agriculteurs avancent ensemble », a-t-il affirmé. M. Benali a également tenu à saluer le rôle des acteurs de terrain. Les coopératives céréalières et l'OAIC, selon lui, ont fait preuve d'un grand professionnalisme dans la fourniture de semences et d'engrais, ainsi que dans la gestion des stocks. Quant au ministère de l'Agriculture, il demeure le principal partenaire institutionnel. Mais pour réussir, la filière doit rester à l'écoute des producteurs et conjuguer ses efforts dans un esprit de modernisation. « Nous devons avancer ensemble, moderniser nos pratiques et rester à l'écoute des agriculteurs », a souligné Abdelghani Benali. Pour lui, la stratégie étatique volontariste, combinée à la mobilisation des professionnels, constitue le socle qui permettra à l'Algérie non seulement de renforcer ses capacités de stockage, mais aussi de garantir durablement sa sécurité alimentaire.

NOUVELLES LIGNES MINIÈRES

Un comité central pour assurer le suivi et le respect des délais

Par Réda Hadi.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a récemment insisté sur l'importance stratégique de deux projets majeurs de lignes minières en Algérie et a donné des instructions précises pour en assurer le suivi rigoureux. Ces projets concernent, d'une part, la ligne minière Ouest reliant Béchar à Tindouf et au gisement de Gara Djebilet sur près de 950 km, et d'autre part, la ligne minière Est reliant Annaba à Bled El Hadba sur 422 km. Ces infrastructures visent à moderniser le réseau ferroviaire national et à faciliter le transport des ressources minières, en particulier le phosphate et le minerai de fer, contribuant ainsi à la relance économique et à l'industrialisation du pays. Ces projets ont été qualifiés de stratégiques par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui leur accorde une attention particulière. Ils doivent permettre non seulement de développer l'exploitation minière dans des régions riches en ressources, mais aussi de dynamiser les échanges économiques à l'échelle nationale et internationale, grâce à un meilleur raccordement des zones d'extraction aux ports et centres industriels. Afin d'assurer le respect des délais et la qualité des travaux, le ministre a tenu deux réunions importantes avec les différents acteurs impliqués. Il a

donné des directives visant à renforcer la coopération entre les groupements d'entreprises algériennes et étrangères, à améliorer la coordination technique et administrative, et à créer un comité central de suivi. Ce comité aura pour mission principale de contrôler l'avancement des travaux, de détecter les difficultés rencontrées sur le terrain et de proposer des solutions rapides pour éviter les retards. Cette démarche vise à garantir un déroulement harmonieux des projets et une mise en service dans les temps impartis. Concernant l'état d'avancement, le ministre a été informé des progrès réalisés. Pour la ligne Ouest, longue de 950 km, les travaux sont divisés en trois grands tronçons. Le premier, couvrant 575 km, est exécuté par un groupement d'entreprises algéro-chinoises, dont un segment de 135 km a déjà été livré en juillet dernier. Les deux autres tronçons, reliant Tindouf à Oum El Assel et Abadla à Hamaguir, sont confiés à des groupements d'entreprises nationales. Quant à la ligne Est, de 422 km, elle se compose de plusieurs tronçons : le tronçon nord reliant Annaba à Bouchegouf, réalisé par des entreprises algériennes, et le tronçon central reliant Bouchegouf à Dréa-Souk Ahras, confié à un partenariat algéro-chinois. Les entreprises responsables de ces projets ont pris des engagements fermes. Elles se sont engagées à mobiliser les ressources humaines et matérielles néces-

saires, à assurer un approvisionnement suffisant en matériaux et équipements, et à organiser le travail en continu grâce à un système de rotation 8x3 (huit heures de travail par équipe, trois équipes par jour) afin de maintenir un rythme soutenu et respecter les délais de livraison. Les réunions présidées par le ministre ont rassemblé des cadres centraux du ministère, le directeur de l'ANESRIF (Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires), ainsi que les PDG de plusieurs groupes économiques et entreprises nationales et étrangères impliquées dans le projet. Cette mobilisation collective a permis d'examiner les préparatifs pour les prochaines visites de terrain du ministre. Ces déplacements permettront de constater l'état réel des chantiers, de décider des mesures correctives nécessaires et de lever les obstacles qui pourraient ralentir la réalisation des travaux. En résumé, les pouvoirs publics, par l'intermédiaire du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, mettent en place un dispositif strict de suivi et de coordination pour garantir le succès des projets de lignes minières Est et Ouest. Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie plus large de développement économique et d'exploitation optimale des ressources naturelles du pays.

RÉVISION DES MESURES RÉGLEMENTAIRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR Les orientations du ministre Kamel Rezig

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, hier à Alger, une réunion d'évaluation consacrée à l'examen et à la révision des différentes mesures prises en matière de réglementation du commerce extérieur, notamment celles liées aux opérations d'importation, sur la base du programme prévisionnel du second semestre de l'année en cours, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au nouveau siège du ministère, en présence de cadres du secteur, il a été question des différentes mesures prises dans le cadre de la réglementation du commerce extérieur, notamment celles concernant les opérations d'importation de biens et de services, qu'il s'agisse de produits destinés à la revente en l'état ou de ceux inscrits dans le cadre du fonctionnement et de l'équipement, et ce, conformément au programme prévisionnel du second semestre de l'année en cours, précise la même source. La réunion a également été l'occasion de présenter une évaluation globale des différentes foires internationales auxquelles l'Algérie a pris part durant la période écoulée, ainsi que d'examiner le programme arrêté pour les salons prévus à l'intérieur du pays et à l'étranger d'ici la fin de l'année, en vue de mettre en valeur les potentialités nationales et de consolider la compétitivité du produit algérien sur les marchés extérieurs. Elle a permis aussi d'évoquer les dossiers relatifs au mécanisme de compensation des opérations d'exportation dans le cadre du Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE) au profit des entreprises nationales, ainsi que les grands contrats commerciaux conclus par les sociétés algériennes lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). La réunion a également porté sur les mesures pratiques relatives à la création des deux instances nationales d'exportation et d'importation, et à leur entrée en vigueur en tant que mécanismes centraux de régulation et d'organisation des opérations commerciales extérieures, conformément aux hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à diversifier l'économie et à promouvoir les exportations hors secteur des hydrocarbures. A cette occasion, le ministre a donné des instructions en vue de finaliser rapidement l'étude des programmes prévisionnels des entreprises, en veillant à être en contact direct avec ces dernières et à recevoir leurs représentants pour écouter leurs préoccupations et continuer à leur assurer un accompagnement régulier afin de garantir la mise en œuvre des programmes dans les meilleures conditions, selon la même source. Il a également insisté sur la nécessité d'accompagner les entreprises nationales ayant conclu des contrats commerciaux dans le cadre de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), en vue de renforcer la présence algérienne sur les marchés régionaux et internationaux, ajoute le ministère.

FORMATION PROFESSIONNELLE

48 stagiaires d’Oran participent aux qualifications régionales des Olympiades des métiers

Quelque quarante-huit (48) stagiaires et apprentis issus de différentes institutions de formation de la wilaya d'Oran participent aux qualifications régionales des Olympiades des métiers, qui se déroulent, cinq jours durant, au complexe omnisports Akid-Lotfi à Tlemcen, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'Enseignement et de la Formation professionnelle. Les concernés se sont qualifiés après les éliminatoires de wilaya tenues fin d'avril dernier, au cours desquelles 261 stagiaires et apprentis de tous les établissements de formation ont concouru dans 36 spécialités de 15 filières professionnelles, selon la même source. Les qualifiés participent dans plusieurs spécialités, entre autres, la gestion et la sécurité des réseaux informatiques, l'informatique (programmation, bases de données), la numérisation, la maintenance industrielle, l'hôtellerie, la restauration, la chimie industrielle, l'électricité automobile, le traitement des eaux, le design de mode, la coiffure, la cuisine, la pâtisserie, le jardinage et les espaces verts, ce qui reflète la nouvelle orientation du secteur pour répondre aux exigences du marché du travail local et international, comme il a été mentionné. Ces qualifications régionales, qui ont débuté ce jour à Tlemcen, regroupent les wilayas de l'Ouest. Elles serviront de tremplin pour les qualifications finales qui se tiendront à Oran du 3 au 5 novembre prochain. Les Olympiades des métiers, organisées par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, constituent une plateforme importante permettant aux jeunes algériens de mettre en avant leurs compétences professionnelles dans divers domaines, tout en renforçant l'esprit d'excellence et de compétition selon des normes mondiales. Cela contribuera à inciter les jeunes à améliorer et à perfectionner leurs compétences, ajoute -t-on encore. Les lauréats de ce concours représenteront l'Algérie lors des Olympiades continentales prévues en Zambie et des Olympiades mondiales qui se tiendront à Shanghai, en Chine, l'année prochaine. Les Olympiades nationales 2025 constituent une bonne préparation pour ces événements internationaux, estime-t-on.

ALGÉRIE POSTE

Nouveaux horaires de travail dans les établissements postaux

L'entreprise Algérie Poste a annoncé, samedi dans un communiqué, de nouveaux horaires de travail pour ses établissements postaux, applicables à partir de ce dimanche. "Les établissements postaux, organisés en système de brigade, seront ouverts du samedi au mercredi de 8h00 à 18h00, et le jeudi de 8h00 à 16h00", précise la même source. "Les établissements fonctionnant en système de service limité seront ouverts du samedi au mercredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, et le jeudi de 8h00 à 12h00", selon la même source. Les établissements postaux fonctionnant en système de service continu seront ouverts du samedi au mercredi de 8h00 à 17h00, et le jeudi de 8h00 à 12h00, conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	3,80	6,72	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 409,00	1400,00	-0,54	-0,68	-1,12	9,00	5,56	11818	16 545 200,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-2,67	-1,44	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,38	-0,08	10,82	5,51	2062	4 678 678,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,17	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	384,00	0,00	-0,14	-4,73	3,63	5,47	32	12 288,00

CONSTRUCTION

Ouverture du salon SIFFP avec la participation d’une centaine d’entreprises

La 7e édition du Salon international des façades, fenêtres et portes (SIFFP), ainsi que la 2e édition du Salon de la cuisine et de la salle de bain équipées, ont été ouvertes samedi au Palais des expositions des Pins Maritimes (Alger), avec la participation d'une centaine d'exposants nationaux et étrangers. L'événement se distingue cette année par la tenue conjointe des deux salons, réunis pour la première fois sur une même plateforme, avec pour objectif de valoriser les synergies entre l'enveloppe extérieure du bâtiment et l'aménagement intérieur, en particulier les cuisines et salles de bain équipées, a indiqué Othmane Benaldi, responsable marketing et communication de SFF Event, organisatrice du Salon. Selon lui, cette édition vise à créer des passerelles entre les entreprises du secteur et à attirer des investisseurs étrangers vers le marché algérien. Parmi les participants internationaux figurent des exposants venus d'Afrique, d'Europe et d'Asie. "Outre les opérations commerciales, nous souhaitons encourager les investissements productifs dans le bâtiment et les matériaux de construction", a souligné M. Benaldi, ajoutant que "l'événement met en avant les dernières innovations en matière de vitrage et de matériaux écologiques, conçus pour

améliorer la performance énergétique des bâtiments". Parmi les exposants figure l'entreprise algérienne Onyx spécialisée dans la transformation de matériaux dits "solide surface", utilisés aussi bien dans les cuisines que dans les hôpitaux. L'entreprise mise sur l'export et travaille déjà sur une nouvelle gamme de meubles de salle de bain destinés à l'Europe et aux pays voisins. De son côté, la société Presta Cuisine, attire les visiteurs avec ses cuisines et dressing sur mesure. Son représentant a mis en avant la croissance du marché intérieur et l'intérêt croissant des Algériens pour des solutions "esthétiques et fonctionnelles". Fabriqués en bois massif, MDF ou hêtre, leurs meubles visent à répondre aux goûts variés du marché national. Autre exposant, l'entreprise Innovate Doors présente une gamme de portes intérieures haute performance. Feriel Abdelali, sa représentante, note "une forte demande locale". "Notre stratégie est d'assurer une disponibilité nationale en installant un réseau de distributeurs à travers plusieurs wilayas. Nous étudions également des propositions d'exportation vers la Tunisie, la Mauritanie et la Côte d'Ivoire, où la demande est en forte croissance", a-t-elle précisé. Outre les entreprises, le Salon accueille aussi des associations pro-

fessionnelles, bureaux d'études et institutions de formation, parmi elles l'Association des anciens étudiants de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU) d'Alger. "En tant qu'architectes, notre mission est aussi de guider les choix vers des matériaux innovants, souvent produits localement", souligne Karim Sitayeb, secrétaire général de l'association. Pour lui, promouvoir des produits locaux permet de réduire la dépendance aux importations d'autant plus que bon nombre de sociétés ont prouvé leur capacité à répondre aux normes énergétiques et techniques, notamment dans les domaines des façades ventilées, du double vitrage ou des panneaux composites. Par ailleurs, l'association accompagne la nouvelle génération d'architectes à travers des formations, stages et intégrations dans le marché. Le Salon attire également un large public, notamment des familles venues découvrir les dernières tendances. "Nous cherchons des modèles de cuisines et de salles de bain à des prix raisonnables pour rénover notre logement AADL acquis en 2003", confie Sabeha, mère de famille venue avec ses enfants. L'événement, qui se poursuit jusqu'au 23 septembre, propose également un riche programme de conférences techniques et de rencontres professionnelles.

LA DÉLÉGUÉE NATIONALE À LA PROTECTION DE L'ENFANCE L'A SOULIGNÉ

«Le dossier des enfants atteints de cancer revêt une importance capitale pour l’ONPPE»

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi a affirmé, samedi à Alger, que le dossier des enfants atteints de cancer revêt une "importance capitale" pour l'Organe national de protection et de promotion de l'Enfance (ONPPE). Lors d'une cérémonie de distinction des élèves atteints de cancer lauréats aux examens du brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat de l'année scolaire 2024-2025, Mme Cherfi a précisé que "l'ONPPE accorde une importance capitale au dossier des enfants atteints de cancer". Cela, a-t-elle dit, se traduit par une présence et une participation continues aux différentes activités y afférentes, organisées par les divers secteurs et organismes nationaux, à l'instar des rencontres consacrées à l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre cette maladie". L'ONPPE "œuvre à l'organisation de rencontres pério-

diques, en coordination avec le ministère de la Santé et en présence de médecins spécialistes du domaine", ainsi que de représentants de la société civile, en vue "d'aboutir à l'adoption de recommandations à exploiter et à mettre en œuvre dans les différents programmes et plans d'actions", dont "le Plan d'action national pour l'enfance 2025-2030, dans lequel le dossier du

cancer chez les enfants revêt une importance capitale", a-t-elle fait savoir. A l'occasion de cette cérémonie, organisée en coordination avec l'association "El Amel" d'aide aux personnes atteintes du cancer, Mme Cherfi a souligné que cette action "s'inscrit dans le cadre des activités de +Septembre en or+, mois dédié à la lutte contre le cancer pédiatrique".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL					وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE				
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025									
Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²							
DA / Kg		دج / كلف							
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات					
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة			
	Tomate	63	75	50	الطماطم				
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف				
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف				
	Carotte	92	104	81	الجزر				
	Navet	104	117	92	لفت				
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر				
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار				
	Courgette	97	111	82	الكوسة				
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء				
	Laitue	110	125	96	الخس				
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة			
	Datte	590	717	463	التمر				
	Banane	425	437	413	الموز				
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر				
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر				
	Raisin	215	277	152	العنب				
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني			
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج				
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)				
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)				

ÉDUCATION

Vers le recrutement de 45 000 enseignants

Le ministre de l'Education, Mohammed Seghir Sadaoui, a annoncé, hier à Alger, la préparation par son secteur d'un concours de recrutement de 45.000 enseignants et 24.000 fonctionnaires administratifs, dans le cadre des efforts du secteur visant à répondre aux besoins du système éducatif.

Synthèse S R.

S'exprimant lors d'une conférence de presse animée, après avoir donné le coup d'envoi officiel de l'année scolaire 2025-2026, depuis l'école primaire "Flissi Essghir" à El Mohammadia (Alger), M. Sadaoui a indiqué que «le secteur de l'éducation nationale organisera prochainement un concours de recrutement de 45.000 enseignants, qui sera ouvert aux titulaires de diplômes en relation directe avec les spécialités dont le secteur a besoin», précisant que «le concours concernera également 24.000 postes administratifs». S'agissant des nouveautés de cette rentrée, M. Sadaoui a rappelé que «plus de 82.000 enseignants contractuels ont été intégrés dans des postes permanents, contribuant ainsi à la stabilité du secteur», soulignant que cette opération d'intégration s'est appuyée sur leur expérience pratique dans l'enseignement. Il a également rassuré, à cette occasion, les élèves et leurs parents quant à «la disponibilité du manuel scolaire», soulignant que «l'Office National des Publications Scolaires (ONPS) a conclu des contrats avec des librairies privées à l'échelle nationale pour assurer la disponibilité

du manuel au même prix pratiqué dans les établissements scolaires, tout en ouvrant des points de vente afin de rapprocher le livre des citoyens et de le proposer au prix de référence». Quant aux structures scolaires, le ministre a rappelé que le secteur avait réceptionné 464 nouveaux établissements scolaires, tandis que le programme de réalisation de projets de 600 classes d'extension, 196 CEM et 70 lycées, qui seront lancés et réceptionnés progressivement. Par ailleurs, le ministre a mis en avant «l'enjeu» qui se pose à son secteur en vue de remédier aux insuffisances relevées, déclarant: «Des lacunes existent à certains niveaux, mais nous avons mis en place une stratégie pour les corriger, animés par une forte volonté de bâtir un avenir meilleur pour notre pays à travers l'action collective, constituant notre stratégie pour atteindre les objectifs du secteur». Afin de renforcer l'esprit de compétition scientifique au sein des établissements scolaires, M. Sadaoui a renouvelé son appel aux enseignants et aux parents à assurer aux élèves l'espace nécessaire pour exprimer leur créativité et participer aux concours y afférents, notamment le concours national de l'innovation scolaire, réaffirmant l'engagement de son secteur à ac-

compagner cette catégorie de jeunes talents. Revenant sur le coup d'envoi de l'année scolaire, le ministre a affirmé que le choix de la santé scolaire comme thème de la première semaine de cours «traduit la conviction du secteur qu'un esprit sain réside dans un corps sain», appelant tous les acteurs à «la nécessité d'unifier leurs efforts aux côtés de la communauté éducative, d'autant plus que ce secteur compte 12 millions d'élèves». Les activités de sensibilisation, inscrites dans le cadre de la semaine de la santé scolaire et organisées en coordination avec le ministère de la Santé et la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, sont en adéquation avec les spécificités de chaque cycle d'enseignement, afin de prémunir les élèves contre divers risques sanitaires, «à commencer par une mauvaise alimentation jusqu'à la drogue». Dans ce sillage, il a affirmé «la volonté de son secteur de mettre en œuvre ces recommandations sur le terrain et de mettre à la disposition des élèves des espaces de sensibilisation, tout en appelant les parents à accompagner cette démarche, aux côtés des partenaires sociaux, afin de conjurer tous les efforts pour une éducation de qualité».

RENTÉE SCOLAIRE POUR LES ENFANTS AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

La ministre de la Solidarité nationale donne le coup d’envoi depuis Alger

Par R E.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, a donné, dimanche à l'école des enfants non-voyants d'El Achour (Alger), le coup d'envoi de l'année scolaire 2025-2026 pour la catégorie des enfants aux besoins spécifiques. Dans une

déclaration à la presse, la ministre a affirmé que tous les moyens matériels et humains avaient été mobilisés afin d'assurer une rentrée scolaire dans les meilleures conditions au profit de plus de 40.000 enfants aux besoins spécifiques, scolarisés dans 242 centres et écoles, en sus de 19 annexes, auxquelles s'ajoutent 11 nouvelles annexes cette année". Elle a, en outre, indiqué que le

secteur avait lancé précocement les préparatifs de la rentrée scolaire, en élaborant un guide spécial unifié comprenant les procédures et les mesures à suivre par les directions de wilayas et les établissements spécialisés en vue de garantir le bon déroulement de l'année scolaire. Ce guide qui se veut "un support important dans la création d'un environnement idoine pour accueillir les élèves

aux besoins spécifiques, renferme les dispositions à suivre pour une rentrée scolaire réussie, sur les plans éducatif, organisationnel et pédagogique". A l'issue de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année scolaire, Mme Mouloudji a visité l'école primaire "Sidi Yahia 2" et le Centre psychopédagogique pour enfants déficients mentaux situé à Bir-khadem à Alger.

SANTÉ SCOLAIRE

La rentrée 2025-2026 placée sous le signe de la prévention

Par M. A.

L'école algérienne a fait sa rentrée ce dimanche sous un signe particulier : celui de la santé et de la prévention. Pour les 12 millions d'élèves et le million d'enseignants et de personnels éducatifs mobilisés à travers le pays, l'année scolaire 2025-2026 s'ouvre avec un message fort : « un esprit sain dans un corps sain ». Dès la première heure de cours, un cours inaugural a été dispensé dans tous les établissements, conformément aux instructions du ministre de l'Éducation, Mohamed SeghirSaâdaoui. Objectif : sensibiliser les élèves aux enjeux de santé physique et mentale. « L'école ne transmet pas seulement des savoirs, elle éduque aussi. C'est pourquoi nous avons jugé essentiel de commencer l'année par un message de prévention et de sensibilisation », a expliqué Mme Nora Tayeri, inspectrice centrale à l'Inspection générale du ministère de l'Éducation nationale sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Le contenu de ces cours varie selon les cycles. Dans le primaire, les enseignants ont abordé les habitudes alimentaires saines, l'hygiène bucco-dentaire et la notion d'équilibre nutritionnel. « Nous voulons inculquer dès le plus jeune âge des réflexes simples qui garantissent un développement harmo-

nieux », a souligné Mme Tayeri. Au moyen et au secondaire, l'accent a été mis sur la santé mentale et physique, avec des mises en garde contre la dépendance aux écrans, la consommation excessive de boissons énergisantes et l'usage de substances stimulantes. « Nous voyons de plus en plus de jeunes confrontés à ces risques. L'école doit être un lieu d'information et de prévention », a insisté l'inspectrice. La sensibilisation ne s'arrête pas à cette première journée. Tout au long de la semaine, des ateliers, conférences et présentations sont organisés en marge des cours. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large de prévention continue. Le ministère s'appuie sur un réseau de 12 000 clubs de santé scolaires, animés par les élèves eux-mêmes. Ces structures organisent régulièrement des journées thématiques autour du tabagisme, de la lutte contre les psychotropes ou encore de la promotion de l'hygiène de vie. « La santé scolaire n'est pas un slogan, c'est un processus permanent. Chaque événement, chaque date importante de l'année est l'occasion de relancer la sensibilisation », a rappelé Mme Tayeri. Cette rentrée est également marquée par un effort important en matière d'infrastructures : 464 nouveaux établissements ont été réceptionnés (272 écoles primaires, 132 collèges et 60 lycées), portant le nombre total à

près de 30 000 établissements scolaires. Parallèlement, plusieurs centaines de classes, collèges et lycées supplémentaires sont en cours d'achèvement pour les prochaines années. Sur le plan pédagogique, la réforme des programmes se poursuit. En 3^e année primaire, le volume horaire des langues étrangères a été rééquilibré, notamment pour renforcer l'enseignement de l'anglais, introduit récemment par décision présidentielle. L'accent est également mis sur l'histoire, l'éducation artistique et l'éducation physique et sportive (EPS). Grande nouveauté : l'EPS est désormais généralisée au primaire et assurée par des enseignants spécialisés. Plus de 12 000 professeurs de sport ont été recrutés à cet effet. « Auparavant, l'éducation physique au primaire n'était qu'un moment de récréation. Aujourd'hui, elle est prise en charge par de vrais spécialistes, ce qui permet de détecter et développer les talents dès le plus jeune âge », a expliqué Mme Tayeri. L'État a également investi dans l'équipement des établissements scolaires. Dans les zones dépourvues d'infrastructures, des partenariats avec les collectivités locales permettent aux écoles d'utiliser les stades communaux. L'enjeu est double : promouvoir la pratique sportive et contribuer à la lutte contre des problèmes de santé croissants comme l'obésité infantile.

RENTÉE SCOLAIRE

2025-2026

Le président de la République félicite l'ensemble de la communauté éducative

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a félicité, samedi, l'ensemble de la communauté éducative à l'occasion de la rentrée scolaire 2025/2026. "Mes vœux de réussite et de succès en cette rentrée scolaire, à tous nos chers élèves, à nos honorables enseignants, ainsi qu'à tous les travailleurs du secteur de l'éducation et aux parents d'élèves. Je souhaite également la réussite à toutes nos filles et tous nos fils durant cette année scolaire, et qu'ils soient toujours une richesse pour notre chère patrie. Qu'Allah vous aide tous. Gloire et éternité à nos valeureux martyrs. Vive l'Algérie", a écrit le président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

CROISSANT-ROUGE ALGÉRIEN

Distribution de 200 000 cartables à travers le pays

Un total de 200.000 cartables équipés de fournitures scolaires et de 50.000 tabliers ont été distribués dans le cadre d'une grande campagne de solidarité, organisée à l'occasion de la rentrée sociale, par le Croissant-Rouge algérien (CRA), en partenariat avec Sonelgaz et Mobilis, indique samedi un communiqué du CRA. "Dans le cadre de la grande campagne de solidarité organisée à l'occasion de la rentrée sociale, en partenariat avec Sonelgaz et Mobilis, le Croissant-Rouge algérien (CRA) poursuit la mise en œuvre d'un vaste programme national de distribution de cartables et de tabliers, en sus de caravanes de solidarité qui sillonnent l'ensemble du territoire national", a précisé la même source, ajoutant que jusqu'à ce jour, 200.000 cartables équipés de fournitures scolaires et 50 000 tabliers ont été distribués". L'opération "se poursuit à un rythme régulier pour couvrir l'ensemble des wilayas du pays, sans exception aucune", outre "des caravanes de solidarité transportant diverses aides, illustrant ainsi le caractère global de la campagne en tant que l'une des principales actions de solidarité accompagnant la rentrée sociale de cette année". Cette campagne s'inscrit dans le cadre de l'attachement du CRA, en partenariat avec divers acteurs nationaux, à "la promotion des valeurs de solidarité et de cohésion profondément enracinées dans la société algérienne, et vise également à ancrer la solidarité en tant que choix pérenne", lit-on dans le communiqué.

RELIZANE

Réception de 27 nouvelles cantines scolaires

Vingt-sept nouvelles cantines scolaires ont été réceptionnées dans la wilaya de Relizane en prévision de la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction de l'Education.

La cellule de communication a précisé que, dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves, 27 cantines de l'enseignement primaire ont été réceptionnées, récemment, et équipées des moyens nécessaires, en vue de leur mise en service pour la fourniture de repas dès le début de la nouvelle année scolaire. La mise en service de ces infrastructures portera le nombre total de cantines scolaires de la wilaya à 503, couvrant ainsi l'ensemble des écoles primaires au profit de plus de 184.000 élèves, a fait savoir la même source, qui a indiqué que huit autres cantines scolaires seront réceptionnées dans les prochaines semaines.

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Relizane sera également renforcé, au cours de l'année scolaire 2025-2026, par la réception d'environ 18 nouvelles infrastructures pédagogiques, réparties sur 10 groupes scolaires du primaire, 6 collèges et 2 lycées, en plus de 32 classes d'extension et de trois unités de dépistage et de suivi de la santé scolaire (UDS). Pour rappel, la wilaya de Relizane dispose de 696 établissements éducatifs, dont 503 écoles primaires, 130 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 63 lycées, selon la direction de l'Education.

ADRAR

Plus de 4.000 nouvelles places de formation pour la prochaine session

Un total de 4.005 nouvelles places de formation, toutes formules confondues, sont offertes dans la wilaya d'Adrar, au titre de prochaine rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre), a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP).

Pas moins de 2.118 postes de formation diplômante sont prévues pour cette session, dont 870 en mode de formation résidentielle, 795 en formation par apprentissage et 130 postes en formation passerelle, a détaillé le DFEP, Mohamed Boudjelida.

La direction du secteur a fait part également de l'offre de 1.310 nouveaux postes en formation qualifiante, dont 435 pour les bénéficiaires de l'allocation chômage, 295 pour la femme au foyer et 285 postes en formation pré-qualifiante, en plus de 150 postes pour les pensionnaires des établissements pénitentiaires, 80 pour les cours du soir et 65 postes pour la formation en milieu rural.

La nomenclature des spécialités de formation sera également renforcée par la création d'une nouvelle filière liée aux systèmes d'alarme et de télésurveillance de niveau-4, au profit des inscrits en mode de formation par apprentissage, et ce au niveau du centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) "20 Aout 1955" et du CFPA-4 de la commune d'Adrar, selon la même source.

Pour répondre aux exigences et perspectives de développement économiques de la région, le secteur s'attèle à former une main-d'œuvre qualifiée dans divers segments.

M. Boudjelida a fait état, à ce titre, de l'élaboration d'un plan d'action susceptible

d'accompagner les grands projets dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire, pour satisfaire les besoins des grands projets structurants en main-d'œuvre qualifiée, à l'instar du projet algéro-qatari "Baladna" pour la production de lait à Adrar.

Le plan d'action du secteur ambitionne, ainsi, de faire du CFPA de la commune d'Aoulef, une structure "d'excellence" dans la formation agricole, l'agro-alimentaire de la production laitière, qui viendra renforcer le centre d'excellence de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle "Cheikh Mohamed Bey Belâalem" au chef-lieu de wilaya.

PROTECTION D'AÏN-SEFRA (NÂAMA) CONTRE LES INONDATIONS

Réception prochaine de la première phase de l'étude technique

La première phase de l'étude technique relative à la protection de la région d'Aïn-Sefra (sud de la wilaya de Nâama) contre les inondations devra être réceptionnée au mois d'octobre prochain, a-t-on appris auprès de la direction de l'Hydraulique de la wilaya. L'étude, confiée au bureau public d'études Hydro-Projet Engineering et à l'Agence spatiale algérienne, fournira des données hydrogéologiques précises ainsi que des informations climatiques et topographiques concernant les bassins

majeurs et secondaires traversés par les eaux des oueds, a précisé la même source. Les responsables du projet visent, après l'achèvement de l'ensemble des phases de l'étude technique prévu d'ici la fin de l'année 2025, à trouver des solutions durables afin d'éviter les risques liés aux crues des oueds dans les zones de la partie Sud du territoire de la wilaya de Nâama, notamment à Aïn-Sefra, Tiout, Moghrar et Djiniene Bourezg, ajoute la même source. A l'issue de la première phase de

cette étude, et grâce à l'utilisation d'images satellitaires de haute résolution, il sera procédé à la définition des opérations d'aménagement global qui concerneront les différents sites exposés aux risques d'inondations, parmi lesquels le centre-ville d'Aïn-Sefra, les environs de Sfissifa et la zone agricole de "Dzira". L'enveloppe budgétaire estimée à 1,2 milliard DA a été allouée pour le lancement de ces opérations urgentes dans le cadre du programme du secteur de l'hydrau-

lique, indique la direction concernée. L'étude comprend la réalisation de projets prioritaires dans la région d'Aïn-Sefra, au titre de la première étape, tels que le curage des lits d'oueds, la reconstruction en béton armé du mur endommagé au centre-ville, la poursuite de l'édification de murs de protection, l'aménagement hydrologique, ainsi que la correction des lits des oueds Tirkount et El-Braïdj, ainsi que des thalwegs qui y sont reliés.

EL BAYADH

Raccordement de 16 nouveaux établissements scolaires aux réseaux d'électricité et de gaz

Seize nouveaux établissements scolaires ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz, dans la wilaya d'El Bayadh, en prévision de la rentrée scolaire, selon un communiqué de la direction de distri-

bution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des autorités publiques, ainsi que des directives du Président-directeur général du groupe

Sonelgaz, a concerné huit établissements scolaires du cycle primaire, incluant des groupes scolaires et de nouvelles classes réparties à travers différentes régions de la wilaya. Elle a également touché trois lycées situés

à El Bayadh, Kraakda et Bousemghoun, ainsi que cinq collèges (CEM) dans les communes d'El Abiodh Sidi Cheikh, El Kheither, Tousmoulina et Brézina. Le raccordement des établissements scolaires aux réseaux

d'électricité et de gaz constitue l'une des priorités de l'entreprise Sonelgaz, dans le but d'assurer les meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves ainsi que pour le personnel éducatif, ajoute la même source.

TISSEMSILT

Raccordement de six nouvelles structures éducatives aux réseaux d'électricité et de gaz

Six nouvelles structures éducatives ont été raccordées aux réseaux d'électricité et de gaz dans la wilaya de Tissemsilt, en prévision de la rentrée scolaire, a indiqué, samedi, un communiqué de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Cette opération a concerné notamment le raccordement de deux écoles primaires situées dans le pôle urbain de Sidi Khalifa et le quartier 400 Logements au chef-lieu de la wilaya, aux réseaux d'alimentation en électricité et en gaz, précise la même source.

Dans la commune de Bordj Bounâama, les réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel ont été mis en service au profit des écoles primaires "Moudjahid défunt Saoud Boudinar", "Chahid Talahi Mohamed", "Chahid Amellou Mokhtar", ainsi que pour le demi-pensionnat du CEM

"Chahida Retia Fatma", selon le même communiqué. La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Tissemsilt a alloué à cette opération une enveloppe financière d'environ 17 millions de dinars, a-t-on ajouté.

SKIKDA

Remise de 6 camions à benne-tasseuse pour le ramassage des déchets ménagers

Pas moins de 6 camions à benne-tasseuse, conçus pour le ramassage des déchets ménagers, ont été remis à plusieurs communes et établissements de gestion des déchets de la wilaya de Skikda, ont indiqué, samedi, les services de la wilaya. La même source a fait savoir que le wali de Skikda, Saïd Akhrouf, a présidé en fin de semaine dernière, la cérémonie de remise de ces camions

aux communes d'Ain Kerchra, de Bouchetata, de Sidi Mezghiche, d'El Harrouch et d'Ouled Attia, ainsi qu'à l'entreprise de wilaya de gestion des centres d'enfouissement techniques "Cleanski". Ces équipements "contribueront à améliorer le service public de collecte des déchets, la qualité de l'environnemental et le cadre de vie des habitants", dès lors qu'ils permettront aux

communes bénéficiaires de "renforcer leurs capacités d'évacuation des déchets ménagers de manière régulière et efficace, de réduire les "points noirs", et d'offrir de meilleures conditions de travail aux agents de nettoyage", a-t-on souligné. Les services de la wilaya ont ajouté que le wali de Skikda avait annoncé, lors de la cérémonie de remise, que 10 autres communes bénéficieront d'aides

financières pour l'acquisition de différents équipements de nettoyage et de traitement de l'environnement urbain, notamment des camions à benne-tasseuse, des camions-citernes, des tracteurs, des chargeuses et des pelleteuses et ce, dans le cadre des efforts déployés pour renforcer les capacités des collectivités locales en matière de gestion des déchets ménagers.

La BCE a choisi la modération et c’est une bonne chose

La Banque centrale européenne (BCE) a choisi de maintenir son taux directeur à 2 %, marquant une seconde pause consécutive dans son cycle d’assouplissement. Si l’inflation semble désormais contenue entre 1,9 % et 2,2 %, cette décision nourrit le débat : prudence nécessaire ou excès de conservatisme ?

Par Marc Guyot et Radu Vranceanu (*)

Le 11 septembre, la BCE poursuit sa pause dans son cycle de baisse des taux, maintenant son principal taux directeur — le taux de rémunération des réserves bancaires — à 2 % pour la 2e fois d’affilée après celle de juillet 2025. L’inflation dans la Zone Euro semble désormais maîtrisée, avec un taux entre 2,2 % et 1,9 % depuis le mois de mars 2025. Selon les prévisions de la BCE, l’inflation devrait rester à ce niveau en 2026. Un taux directeur de 2 % égal au taux d’inflation correspond à un taux d’intérêt réel nul, ce qui n’est pas particulièrement restrictif. Pourtant certains observateurs jugent cette décision trop prudente, ils aimeraient voir la BCE réduire davantage les taux. Bien entendu, une bonne politique monétaire doit être anticipatrice. Les variations de taux n’ont d’effet sur l’économie réelle qu’au bout de 18 mois environ. Ainsi, si elle anticipe une dégradation de l’activité économique combinée à une tendance déflationniste, la BCE devrait logiquement baisser ses taux de façon plus énergique. Anticiper l’évolution de la croissance européenne est rendu complexe par la guerre commerciale américaine. Il est probable qu’elle va peser sur les exportations européennes avec un impact négatif sur la croissance. En revanche, l’ampleur du choc est incertaine et, pour

l’instant, il semble amorti. Un tarif de 15 % n’est certes pas négligeable mais les entreprises exportatrices peuvent gérer ce type de contrainte de différentes façons. Elles peuvent réduire leurs marges, investir dans la productivité ou réorienter leurs ventes vers d’autres marchés. De plus, le fait que les droits de douane américains s’appliquent à l’ensemble des pays, crée paradoxalement de nouvelles opportunités avec une éventuelle réorganisation des flux commerciaux. De même, la force actuelle de l’euro comparé au dollar est en principe défavorable aux exportations et donc à la croissance. Cependant, à 1,17 \$/€, le taux est proche de sa moyenne de long terme située à 1,20 \$/€ sur 20 ans. Il n’y a donc pas de signal d’alerte majeur de ce côté. Même avec une perspective de baisse probable de son taux d’intérêt par la Fed la semaine prochaine, son taux actuel à 4,25 % laisse penser que le dollar va plutôt s’apprécier. Le prix relativement bas du pétrole aux alentours de 66 \$ le baril de Brent au 12 septembre est positif pour le pouvoir d’achat et la consommation de la Zone Euro avec un impact favorable sur certains coûts de production. En revanche, l’incertitude liée aux risques géopolitiques pèse négativement sur l’activité européenne. Entre risques réels et anxiété médiatique, les ménages européens épargnent davantage que d’habitude avec un taux d’épargne à 15,2 % au premier trimestre 2025, loin toutefois du pic de 25 % atteint pendant la

pandémie (données Eurostat). Cette incertitude touche aussi les entreprises qui préfèrent attendre avant d’engager de grands projets d’investissement. Quelques signes positifs apparaissent néanmoins dans cette grisaille. L’indice HCOB PMI manufacturier de la Zone Euro pour août suggère une modeste amélioration, en particulier en Allemagne. Le chômage reste relativement faible, à 6,3 % de la population active. Christine Lagarde a rappelé que la BCE avait légèrement réévalué à la hausse sa prévision de croissance pour 2025 à 1,2 % en 2025 contre une prévision de 0,9 % en juin. Si la dette publique consolidée de la Zone Euro demeure relativement contenue à 88 % du PIB, la fragmentation financière et politique font que la stabilité globale de la zone dépend du pays le plus fragile et non de l’ensemble. Aujourd’hui, le maillon faible est la France, non pas en raison du niveau élevé de sa dette à 115 % du PIB, mais du blocage politique qui empêche toute mesure crédible de stabilisation des déficits. On ne peut plus exclure le risque d’un « mauvais équilibre » avec des taux en hausse et des déficits qui s’aggravent dans une spirale auto-entretenu. Le 12 septembre, l’agence Fitch a essentiellement motivé la dégradation de la note de la France de AA- à A+ par cette incapacité à adopter et mettre en œuvre une politique de baisse du déficit public, confirmant un avis partagé par la plupart des investisseurs, et validant la convergence

des rendements à 10 ans des obligations italiennes et françaises. Il est vrai que la hausse des taux d’intérêt de long terme en France devrait avoir un effet négatif sur l’activité économique, sachant que le rendement des obligations d’État influence le rendement des obligations privées. En revanche, une baisse des taux courts de la BCE n’a quasiment aucun impact sur les rendements des obligations des pays jugés risqués. Pour ces pays, la composante essentielle du taux long est la prime de risque. Soyons clairs, même avec un taux directeur ramené à zéro, les rendements des OAT à 10 et 30 ans ne baisseraient pas tant que l’État français n’apportera pas la preuve de sa capacité à gérer ses finances publiques. À court terme, il nous apparaît que la décision de la BCE de maintenir le taux de rémunération des réserves à 2 % est raisonnable dans ce contexte d’incertitude commerciale-douanière et géopolitique. Aux États-Unis, le président Trump cherche à influencer directement la politique monétaire de la Fed mettant en danger la stabilité du dollar, celle du marché des obligations américaines, voire celle du système financier américain. La fragmentation politique de la Zone Euro présente au moins l’avantage qu’aucun chef de gouvernement ne peut dicter ses choix au comité de politique monétaire de la BCE.

(*) Professeurs à l’ESSEC
Source : LA TRIBUNE. FR

« L’inertie européenne un an après le rapport Draghi »

Par Niamh Gleeson (*)

Un an après sa publication, le rapport Draghi sur la compétitivité européenne ressemble à une alerte restée lettre morte. L’ancien président de la BCE y voyait un « défi existentiel » : combler le retard d’innovation et de productivité pour éviter le déclin. Mais douze mois plus tard, les promesses se heurtent à l’inertie, tant à Bruxelles que dans les capitales. Le rapport Draghi sur l’avenir de la compétitivité européenne a fêté son premier anniversaire la semaine dernière... sans résultats tangibles. Mario Draghi alertait déjà sur un « défi existentiel » si l’Europe ne parvenait pas à combler son déficit d’innovation et de productivité. Malgré cet avertissement sévère et ce plan d’action clair, l’année écoulée a été marquée par la paralysie et l’inertie, tant au niveau européen que national, avec peu d’avancées vers les objectifs technologiques européens. Sur le cloud, le rapport Draghi appelle à la création de fournisseurs de cloud souverains européens capables de garder le contrôle sur la sécurité et le chiffrement sensibles, tout en nouant

des partenariats avec les hyperscalers mondiaux afin d’accéder au plus large éventail de technologies. Il propose également de renforcer la coopération entre l’UE et les États-Unis pour garantir l’accès aux marchés du cloud et de la donnée, tout en développant des règles homogènes et obligatoires au niveau européen pour les domaines sensibles des services cloud. Et les progrès depuis un an ? Très faibles. Sur la simplification réglementaire, pourtant au cœur des recommandations de Draghi, la Commission européenne a seulement terminé une consultation sur une proposition de « Cloud and AI Development Act » et proposé une « boussole de compétitivité ». Des avancées bien lentes face à l’objectif primordial de simplifier et d’alléger la charge réglementaire pour un marché plus compétitif. Ursula von der Leyen, dans son discours sur l’état de l’Union, a même déclaré que l’Europe « décidera toujours par elle-même » et fixera « ses propres normes et régulations ». L’Europe a-t-elle vraiment trouvé sa boussole de compétitivité ? Au niveau national, la situation est encore plus préoccupante, puisqu’elle semble régresser. La France paraît (du

moins sur le papier) la mieux placée pour porter l’initiative de solutions cloud souveraines pour les données publiques sensibles. Elle a adopté une « loi SREN » qui impose aux services publics manipulant des données sensibles d’utiliser un fournisseur de cloud souverain certifié SecNumCloud. Pourtant, la CNIL a depuis autorisé Microsoft à héberger des données de santé françaises, invoquant l’absence de solution souveraine adéquate. Le ministère de l’Éducation nationale, tout en demandant aux recteurs d’héberger les données uniquement sur des infrastructures qualifiées SecNumCloud, a signé un contrat pour héberger les données de Polytechnique - y compris, vraisemblablement, des recherches de pointe - dans le cloud de Microsoft. L’un des obstacles aux recommandations de Draghi que l’UE et les États membres pourraient lever rapidement est la fin de la dépendance contractuelle aux fournisseurs technologiques. En réalité, l’ouverture des marchés est indispensable pour atteindre même les objectifs les plus modestes du rapport. Car dans les faits, une forte dépendance vis-à-vis de certains grands fournisseurs de cloud laisse les

institutions publiques incapables ou peu enclines à choisir d’autres options, en raison de contraintes contractuelles et de licences. Les signaux d’alarme devraient retentir et inciter à ouvrir le marché européen du cloud à davantage de concurrence. Si un pays comme la France, qui a adopté des lois et des standards spécifiques promouvant les solutions souveraines, ne peut pas les appliquer, cela suggère soit qu’il n’existe aucune alternative viable à Microsoft, soit que des considérations politiques empêchent de choisir un autre fournisseur. Dans ces conditions, quel espoir reste-t-il pour de plus petits pays ? Le rapport Draghi affirme que l’UE a encore une chance de devenir un leader mondial de l’IA. Mais où est le sentiment d’urgence, à Bruxelles ou dans les capitales ? Pendant que les dirigeants européens restent inactifs, la technologie européenne perd une guerre impossible à gagner et la souveraineté numérique s’éloigne toujours davantage. Peut-être le rapport Draghi est-il arrivé trop tard ? Joyeux anniversaire.

(*) Directrice du bureau parisien de
ICT Legal Consulting
Source : La Tribune.fr

ÉGYPTE

Le Caire lance trois nouveaux paquets d'incitations aux investisseurs en 2025

Le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, a confirmé que le gouvernement poursuivait l'élargissement des incitations aux investisseurs cette année, soulignant que la philosophie du ministère repose sur le partenariat et le soutien.

Il a expliqué que cette approche vise à alléger les charges pesant sur le secteur privé tout en offrant davantage de clarté et de prévisibilité à la communauté des investisseurs.

S'exprimant lors de la conférence « L'avenir de l'immobilier : défis, solutions et marchés alternatifs », M. Kouchouk a révélé qu'il avait présenté trois nouveaux paquets d'incitations au Premier ministre, Moustafa Madbouli. Parmi eux figure un second paquet fiscal, qu'il a décrit comme très diversifié et offrant de larges facilités.

Il a mis l'accent sur le fait que l'objectif de ces initiatives est de faire gagner du temps, de réduire les coûts et les efforts pour les investisseurs conformes, tout en veillant à ce que les services fournis reflètent les conditions économiques réelles et profitent à la fois à l'État et au secteur privé.

M. Kouchouk a également indiqué que le ministère des Finances avait déjà mis en place un comité spécialisé chargé d'identifier et de résoudre les défis collectifs, surtout les questions liées à la fiscalité.

Le comité a réussi à traiter des centaines de dossiers, ce qui, selon lui, illustre l'engagement du gouvernement en faveur de solutions concrètes.

Il a en outre proposé de créer un cadre permanent similaire pour le secteur du développement immobilier, permettant un dialogue structuré entre le ministère et les promoteurs afin de relever les défis et de convenir de réponses organisées.

Le ministre a mis l'accent sur le rôle crucial des fonds d'investissement et des investisseurs institutionnels dans la stimulation de la croissance économique.

Il s'est dit optimiste quant à l'amélioration des indicateurs économiques de l'Égypte dans un avenir proche et a réaffirmé que le gouvernement reste déterminé à introduire d'autres incitations pour les investisseurs tout au long de l'année.

ARABIE SAOUDITE

La diversification économique sera le moteur d'une croissance robuste en 2025

Les efforts de diversification économique de l'Arabie saoudite et la forte expansion du secteur non pétrolier, conformément à sa Vision 2030, devraient entraîner une croissance économique significative en 2025, selon une analyse récente.

Dans son dernier rapport, la First Abu Dhabi Bank prévoit que le produit intérieur brut non énergétique de l'Arabie saoudite augmentera de 4,4% en 2025, contre 3,5% l'année précédente. Cette prévision s'aligne sur une projection similaire de PwC, qui s'attend également à ce que l'économie non pétrolière croisse de 4,4% cette année.

En janvier, le Fonds monétaire international a prévu que l'économie globale de l'Arabie saoudite augmenterait de 3,3% en 2025, avec une croissance supplémentaire attendue de 4,1% en 2026.

L'analyse de la FAB est également cohérente avec un rapport récent de la Riyadh Bank, qui prévoit une croissance de 4,8% de l'économie saoudienne en 2025.

"Nos perspectives constructives sur le paysage macroéconomique du CCG en 2025 ont été renforcées et corroborées par le relèvement de la note de crédit souveraine de l'Arabie saoudite par Moody's. La dynamique de diversification de l'Arabie saoudite se traduira par une augmentation de la production et de l'emploi. La dynamique de diversification de l'Arabie saoudite sera maintenue à l'avenir", a annoncé la FAB.

En novembre 2024, l'agence de notation mondiale a relevé la note de crédit de l'Arabie saoudite et celle des entités gouvernementales concernées de A1 à Aa3, en maintenant une perspective stable.



Selon Moody's, la note Aa3 est attribuée aux pays et aux entités présentant une qualité élevée, un faible risque de crédit et une forte capacité à rembourser les dettes à court terme.

Moody's a expliqué que le relèvement de la note reflète le succès des efforts de diversification économique de l'Arabie saoudite et sa moindre exposition aux fluctuations du marché pétrolier et aux défis à long terme liés à la transition carbone.

Confirmant les progrès économiques constants de l'Arabie saoudite, Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au FMI, a déclaré à Arab News en février que le rôle croissant du Royaume dans le système financier international renforçait sa position en tant que "puissance" économique émergente.

Selon le rapport, la croissance du PIB pour l'ensemble de la région du Conseil de coopération du Golfe devrait doubler, passant de 2,1% en 2024 à 4,2% en 2025, grâce à la croissance continue des activités commerciales dans les secteurs non énergétiques de ces pays.

La FAB prévoit que l'économie des Émirats arabes unis connaîtra une croissance de 5,6% en 2025, contre 4,5% l'année précédente, dépassant les prévisions de croissance mondiale du FMI de 3,2%. Cette croissance sera alimentée par des investissements stratégiques, la diversification et une forte expansion du secteur non pétrolier.

"L'environnement économique mondial de 2025 présente des défis uniques, mais la région du CCG continue à se distinguer comme un phare de résilience et d'opportunités", a déclaré Michel Longhini, chef de groupe de Global Private Banking chez FAB.

MAURITANIE

Accords conclus pour la vente future de concentré d'oxyde d'uranium du projet Tiris

Les accords signés par Aura Energy Limited sont conditionnés par l'obtention du financement du projet et l'aboutissement à une décision finale d'investissement sur le projet d'ici au 31 décembre 2025.

La société australienne Aura Energy a annoncé, le 1er août, la signature de deux accords pour la vente fu-

ture de concentré d'oxyde d'uranium du projet Tiris en Mauritanie. Il s'agit notamment d'un accord d'enlèvement à long terme avec une grande compagnie nucléaire américaine et un accord-cadre de ventes au comptant avec un groupe mondial de négoce d'uranium. L'entente prévoit des prix indexés sur le marché supérieurs au coût de

production du projet Tiris. L'accord d'enlèvement, qui couvre la période 2028-2031, prévoit la livraison d'environ 10 % de la production projetée d'uranium de Tiris, sous réserve de livraison du concentré d'oxyde d'uranium à une installation de conversion désignée en Europe ou aux États-Unis. Ledit accord est conditionné à l'ob-

tention du financement du projet par Aura Energy et l'aboutissement à une décision finale d'investissement d'ici au 31 décembre 2025. Pour rappel, le projet Tiris est la première mine d'uranium en développement en Mauritanie. La première production est attendue en 2027.

TUNISIE

4 projets industriels stratégiques approuvés pour plus de 110 MD

La réunion du comité consultatif du Programme de mise à niveau des entreprises industrielles s'est tenue hier, vendredi 19 septembre 2025, au siège du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, sous la présidence de la ministre Fatma Thabet Chiboub.

Selon un communiqué publié par le ministère sur sa page officielle Facebook, l'ordre du jour a porté sur l'examen et l'approbation de quatre dossiers concernant des entreprises indus-

trielles actives dans les secteurs de l'agroalimentaire, du textile-habillement, des industries mécaniques et électriques ainsi que d'autres filières diverses. Ces projets représentent un volume global d'investissements dépassant les 110 millions de dinars, assortis de subventions d'une valeur totale de 15 millions de dinars.

La réunion a également entériné les travaux du comité restreint du Programme de mise à niveau, qui s'était réuni le mercredi 17 septembre 2025.

Ce comité avait validé 33 dossiers de mise à niveau, représentant environ 53 millions de dinars d'investissements et des primes avoisinant 8,1 millions de dinars.

Par ailleurs, 66 dossiers relatifs à des investissements technologiques prioritaires ont également été approuvés, pour une enveloppe globale estimée à 4,6 millions de dinars, dont 2 millions de dinars de subventions.

Dans un autre registre, et afin d'inciter les entreprises industrielles à investir

dans le traitement des eaux usées industrielles, le comité a décidé d'accorder des incitations financières via le Fonds de développement de la compétitivité industrielle pour l'installation de stations de traitement.

Cette mesure vise à renforcer la durabilité des activités industrielles et à promouvoir une meilleure gestion des ressources hydriques, conformément aux orientations nationales en matière de transition écologique et énergétique.

GHANA

Après 5 ans de disette, l’amont pétrolier en passe d’accueillir un investissement de 3,5 milliards \$

Accra accueille pour la première fois l’Africa Oil Week, marquée par l’annonce de 3,5 milliards \$ d’investissements dans l’amont pétrolier national. Après cinq ans sans capitaux entrants et une production en repli, le pays tente de relancer l’intérêt des investisseurs.

En marge de l’Africa Oil Week, qui se tient pour la première fois à Accra du 15 au 18 septembre, le ministre de l’Énergie et de la Transition verte, John Abdulai Jinapor, a annoncé l’arrivée prochaine de plus de 3,5 milliards \$ d’investissements dans l’amont pétrolier. Une première enveloppe de 2 milliards \$, déjà signée en juin entre Tullow, Kosmos et la société publique du pétrole du Ghana (GNPC), financera le forage de 20 nouveaux puits et la modernisation des champs offshore Jubilee et TEN, dont les réserves arrivent à maturité. Un second accord de 1,5 milliard \$ sera paraphé durant la conférence avec les partenaires du projet Offshore Cape Three Points (OCTP), qui abrite notamment la

découverte Sankofa. Ces apports financiers devraient permettre de prolonger la durée de vie des gisements en production, tout en soutenant de nouveaux développements gaziers. Ces annonces interviennent dans un contexte de recul durable de la production. Entre 2019 et 2024, la production est passée de 71,4 à 48,2 millions de barils, soit une baisse moyenne de 7,7 % par an. Le champ Jubilee, qui représente plus de la moitié de la production nationale, devrait atteindre cette année son pic, tandis que TEN l’a déjà dépassé depuis 2018. Cette contraction des revenus a pesé sur les finances publiques, alors que les hydrocarbures contribuaient encore à plus de 10 % de la croissance du PIB en 2023. Pen-

dant cinq ans, le pays n’a attiré aucun investissement majeur dans l’amont, en raison de l’absence de nouveaux cycles de licences, d’un désintérêt des compagnies et de critiques récurrentes sur le manque de transparence du secteur, révèle un rapport du Public Interest and Accountability Committee (PIAC), le régulateur de l’amont, publié en avril dernier. Mais le président John Mahama a tenu à rassurer les investisseurs : « le secteur est de nouveau ouvert aux affaires », a-t-il déclaré, promettant des partenariats renforcés avec les opérateurs et une révision en cours de la loi sur l’exploration et la production de 2016, afin de l’aligner sur les tendances internationales.

ÉTHIOPIE

Le ministre des Finances Eyob Tekalign prend les commandes de la Banque centrale

En défaut de paiement et en quête d’un accord avec ses créanciers, l’Éthiopie a nommé Eyob Tekalign à la tête de sa Banque centrale. L’homme aura pour mission de contenir l’inflation, de stabiliser le birr et d’impulser les réformes préconisées par le FMI. Le vendredi 19 septembre, le gouvernement éthiopien a annoncé la nomination d’Eyob Tekalign, négociateur en chef du dossier de la dette éthiopienne, au poste de gouverneur de la Banque centrale. Cette nomination illustre une volonté d’aligner politique budgétaire

et monétaire, au moment où Ad-dis-Abeba cherche à stabiliser une économie fragilisée. Depuis 2018, Eyob Tekalign occupe le poste de ministre d’État aux Finances et a été directement impliqué dans les discussions avec les créanciers officiels et les détenteurs d’euro-obligations. En octobre dernier, il présentait aux investisseurs la stratégie du pays pour restructurer une dette extérieure de près de 29 milliards USD. Siégant déjà au Conseil de la Banque, il succède au poste de gouverneur à Mamo Mihretu, arti-

san de la libéralisation progressive du secteur financier et de l’introduction d’un régime de change plus flexible. Il prend les rênes d’une institution confrontée à des défis immédiats : contenir une inflation qui reste à deux chiffres, stabiliser un système de change fragilisé par la rareté des devises, et mettre en œuvre une politique monétaire fondée sur les taux d’intérêt, un chantier encore en cours de déploiement. Ce choix traduit aussi la priorité donnée à la coordination entre réformes financières et gestion de la dette. L’Éthiopie, qui a fait défaut

en décembre 2023, est engagée dans des négociations complexes avec ses créanciers bilatéraux, notamment la Chine (7,4 milliards USD de créances) et l’Arabie saoudite (1 milliard USD). Le profil d’Eyob, économiste formé aux États-Unis et membre de plusieurs organes stratégiques comme EthioTelecom et Ethiopian Investment Holdings, vise à rassurer les partenaires et les investisseurs sur la continuité du programme de réformes et sur la crédibilité de la gestion macroéconomique de l’Éthiopie.

RDC

Le port de Moba dans la province du Tanganyika fait peau neuve

Le lac Tanganyika est l’un des principaux axes de transport en RDC, reliant plusieurs provinces aux pays voisins comme la Tanzanie, la Zambie et le Burundi. Dans cette région enclavée, les ports secondaires jouent un rôle crucial pour la circulation des marchandises et des produits agricoles. Les travaux de modernisation du port de Moba en République démocratique du Congo ont été lancés le jeudi 18 septembre par la Première ministre de la Judith Suminwa Tuluka, en présence du ministre des Infrastructures et Travaux publics, John Banza Lunda. Ils entrent dans le cadre d’une série de chantiers annoncés par le gouvernement dans la province du Tanganyika, incluant la réhabilitation du boulevard Lumumba et des ports voisins dont Kalemie. La plateforme de Moba était minée par plusieurs problèmes constatés par les autorités. Des quais régulièrement sub-

mergés lors des crues, des navires contraints de mouiller au large, et un transbordement précaire souvent assuré par de petites embarcations. Les inondations récentes qui ont affecté les ports lacustres ont aggravé la situation en entravant le trafic sur le lac. Le plan de modernisation présenté par l’Agence congolaise des grands travaux (ACGT) se déploie en trois phases. La première comprend un quai de 156 m, quatre postes, des hangars et une plateforme logistique de 19 000 m². La deuxième, un quai supplémentaire et des terre-pleins, tandis, que la troisième phase verra la construction d’une digue brise-lames de 476 m, d’un autre quai et la fourniture d’équipements lourds. Le projet intègre aussi des travaux routiers complémentaires. Il y aura notamment la réfection et l’ouverture d’axes permettant de connecter le port aux pôles de production et aux marchés in-

térieurs, notamment des liaisons annoncées vers Kirungu et Ntoto afin d’assurer l’interface entre le Tanganyika et l’hinterland, et de réduire les coûts logistiques pesant aujourd’hui sur les activités commerciales et agricoles. Situé sur la rive ouest du lac Tanganyika, le port de Moba a longtemps été un centre névralgique des échanges régionaux, permettant l’exportation de produits agricoles locaux et l’importation de biens depuis la Tanzanie et la Zambie. Dans les années 80-90, il accueillait régulièrement des navires de commerce, jouant un rôle clé dans l’économie locale. Avec le temps, il s’est fortement dégradé : quai submergé, ensablement et manque d’entretien ont réduit le trafic, aujourd’hui limité à quelques bateaux par semaine. Les tentatives de réhabilitation lancées en 2022 ont été interrompues, laissant perdurer une situation critique.

POUR BOOSTER LE FRET
Des terminaux portuaires modernisés dans la province de Namibe en Angola

L’Angola renforce sa logistique minière avec la modernisation des terminaux de Sacomar et de Moçâmedes. Le renforcement de ces infrastructures vise à dynamiser l’exportation de minerais et à positionner le pays comme un relais fiable pour le cuivre et le cobalt en provenance de RDC et de Zambie. Le ministère angolais des Transports a annoncé la remise en exploitation prochaine du terminal minier de Sacomar et du terminal à conteneurs du port commercial de Moçâmedes dans la province de Namibe au sud-ouest du pays. La modernisation de ces installations pilotée par le consortium Toyota Tsusho vise entre autres à dynamiser à l’exportation de minerais et le traitement du fret conteneurisé. Elle intègre le projet d’agrandissement et de modernisation du port de Sacomar dont le coût est évalué à près de 600 millions USD, ainsi que les ambitions régionales de développement d’une chaîne logistique intégrée dans le bassin de l’Atlantique Sud-Est. Doté d’une jetée de 520 mètres de long et de 18 mètres de large, le terminal minier peut recevoir des navires de 250 000 tonnes de capacité d’emport et traiter jusqu’à 10 millions de tonnes de minerai par an. La province de Moçâmedes possède en effet d’importantes réserves de cuivre, de manganèse, de chrome, d’étain et de lignite. La modernisation du port permettra selon les autorités locales de stimuler l’économie locale et nationale, grâce à un soutien logistique amélioré à l’industrie extractive. Elle survient aussi alors que l’Angola se positionne comme relais majeur des expéditions de minerais critiques provenant de la République démocratique du Congo et de la Zambie, deux acteurs majeurs du marché mondial du cuivre et du cobalt.

GABON
Le pays mandate Afreximbank pour mobiliser 3 milliards \$ pour des investissements clés

Ce nouvel accord s’ajoute à ceux récemment conclus entre le Gabon et Afreximbank, qui s’élève à plus de 1700 milliards FCFA. Au Gabon, le ministre de l’Economie et des Finances, Henri-Claude Oyima, a signé le mercredi 17 septembre 2025, un accord de mobilisation de 3 milliards \$ avec Afreximbank. Via cet accord, la Banque africaine d’import-export s’engage de manière formelle à mettre les fonds à la disposition de l’Etat gabonais, qui prévoit de les utiliser pour accélérer des investissements prioritaires. Cette signature intervient au lendemain d’une rencontre entre le président gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema, et le président d’Afreximbank, Georges Elombi. Les discussions ont porté sur l’état d’avancement des partenariats récemment conclus entre les deux parties, et dont le montant global dépasse 1700 milliards FCFA. Ces partenariats concernent des secteurs essentiels tels que la transformation locale du manganèse, la modernisation du réseau ferroviaire et le renforcement de la capacité énergétique du Gabon. Au-delà des projets déjà identifiés, cet accord de mobilisation de fonds soulève des enjeux plus larges pour l’économie gabonaise. Dans un contexte où plusieurs pays africains cherchent à transformer localement leurs ressources naturelles, l’expérience gabonaise pourrait servir de modèle régional.

SEMAINE À VENIR À WALL STREET

Les actions américaines dans le secteur de l’immobilier s’améliorent alors que la Fed recommence à réduire ses taux d’intérêt

Alors que la Réserve fédérale américaine recommence à réduire ses taux d'intérêt, les actions du secteur du logement sont l'un des secteurs du marché boursier qui pourraient en bénéficier, et elles se sont redressées ces dernières semaines alors que les marchés anticipaient un nouvel assouplissement monétaire.

Mercredi, la banque centrale américaine a abaissé son taux de référence pour la première fois depuis décembre et a indiqué que d'autres réductions suivraient pour tenter de soutenir un marché de l'emploi chancelant. La décision de la Fed devrait aider les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, tels que les petites capitalisations et les actions du secteur de la consommation discrétionnaire. Les actions des constructeurs de maisons pourraient également bénéficier si l'assouplissement monétaire se traduit par une baisse des taux hypothécaires et une activité économique plus robuste qui aide le secteur de l'immobilier en difficulté, selon les investisseurs. "La Fed relance le cycle d'assouplissement", a déclaré Angelo Kourkafas, stratège principal en investissements mondiaux chez Edward Jones. "Si l'on considère les secteurs susceptibles d'en bénéficier, les constructeurs de maisons en font partie." Le S&P 500 .SPX a terminé vendredi à des

niveaux record, en hausse de plus de 13 % sur l'année, après que la Fed a réduit son taux de référence d'un quart de point de pourcentage pour le ramener dans la fourchette de 4 à 4,25 %. Jeudi, le Russell 2000 .RUT , un indice de petite capitalisation, a clôturé à un niveau record pour la première fois depuis près de quatre ans. Certains investisseurs espèrent que le redémarrage de l'assouplissement monétaire stimulera les actions sensibles à l'économie, élargissant le leadership du marché au-delà des sociétés technologiques à forte capitalisation qui ont tiré les indices vers le haut. L'indice PHLX Housing .HGX a bondi de 15 % depuis le début du trimestre, contre un gain de plus de 7 % pour le S&P 500, bien que la jauge immobilière reste inférieure à l'indice boursier de référence depuis le début de l'année. Parmi les principaux gagnants de ce trimestre figurent DR Horton DHI.N , en hausse de plus de 30 %, ainsi que KB Home KBH.N et Toll Brothers TOL.N , qui ont

tous deux progressé de plus de 20 %. Les détaillants de produits de rénovation Lowe's LOW.N et Home Depot HD.N sont en hausse d'environ 20 % et 13 % jusqu'à présent pour le trimestre. La Mortgage Bankers Association a déclaré cette semaine que le taux contractuel d'un prêt hypothécaire à taux fixe sur 30 ans est tombé à 6,39 % au cours de la semaine qui s'est achevée le 12 septembre, soit le taux le plus bas depuis début octobre 2024, tandis que les analystes de Keefe, Bruyette & Woods prévoient que les taux hypothécaires pourraient approcher les 6 % d'ici la fin de l'année. La décision de la Fed d'abaisser les taux d'intérêt intervient dans un contexte de difficultés sur le marché du logement. La

construction de maisons individuelles aux États-Unis a plongé à son plus bas niveau depuis près de deux ans et demi en août, selon des données publiées mercredi. Le président de la Fed, Jerome Powell, a qualifié l'activité du secteur du logement de "faible" lors d'une conférence de presse après la décision de politique générale de la banque centrale. "Si vous pouvez faire baisser certains de ces taux hypothécaires, peut-être que cela redonnera un peu de vie au marché du logement", a déclaré Jack Janasiewicz, stratéiste principal de portefeuille chez Natixis Investment Managers Solutions, ajoutant que faire baisser les taux hypothécaires dans la fourchette de 5 % était un seuil important.

BOURSE ZURICH

Le SMI bien arrimé en territoire positif

La Bourse suisse avait redressé la barre, évoluant en terrain résolument positif en fin de matinée vendredi. Les investisseurs semblaient encore portés par les sommets atteints par Wall Street la veille, dans la foulée du coup de rabot de la Fed sur ses taux. A Zurich, l'entrée en Bourse de la plateforme de petites annonces SMG aiguisait les appétits. Les marchés financiers tablent à 90% les chances d'une baisse des taux de 25 pb en octobre, a souligné Brian Mandt, chef économiste de la LUKB dans un commentaire. Deux baisse de ce type sont prises en compte à hauteur de 80% d'ici la fin de l'année. Mais dans le même temps, la Fed fait face à "un dilemme", entre les risques croissants d'affaiblissement du marché de l'emploi et ceux d'une hausse de l'inflation. L'expert juge désormais réduite la marge de manoeuvre de l'institut, au risque de rendre sa politique monétaire trop accommodante. La semaine prochaine, l'attention se portera notamment sur la décision de politique monétaire de la Banque nationale suisse (BNS) jeudi. Dans un commentaire, Nomura s'attend à ce que la gardienne du franc laisse son taux directeur inchangé à 0,00%, alors que l'inflation a été légèrement supérieure aux prévisions de la BNS, ce qui suggère que la menace de déflation s'atténue. Les éventuels commentaires quant aux risques économiques liés aux droits de douane américains seront scrutés de près.

Vers 11h00 à la Bourse suisse, le SMI avançait de 0,55% à 12'113,26 points. Le SLI gagnait 0,46% à 1997,16 points et le SPI 0,43% à 16'822,52 points. Parmi les 31 valeurs vendues, vingt évoluaient dans le vert, SGS faisait du surplace tandis que seules dix reculaient. Encore lanterne rouge, Kühne+Nagel accusait ses pertes, chutant de 7,3% à 157,15 francs suisses, après que Deutsche Bank a recommandé le titre à "hold" contre buy", pointant les mauvais indicateurs macroéconomiques qui pèsent sur l'activité du logisticien. Le poids lourd Nestlé, qui a vu cette semaine son président Paul Bulcke renoncer à son mandat plus tôt que prévu dans la foulée du licenciement du CEO, égarait à peine 0,1%. En tête de classement, UBS s'enrobait de 2,3%, devant le bon Roche (+1,1%), l'horloger biennois Swatch Group et le troisième poids lourd Novartis (+0,9% chacun). Sur le marché élargi, Idorsia (+3,2%) a obtenu le feu vert de Swissmedic pour son traitement Jeraygo contre l'hypertension résistante. L'opérateur de plateformes de petites annonces SMG faisait ses premiers pas en Bourse ce vendredi. Vers 11h, le cours atteignait 47,35 francs suisses, après un plus haut à 50,00 francs suisses. Le prix d'émission avait été fixé dans le haut de la fourchette annoncée, à 46 francs suisses par titre.

CAC40

W-Street enchaîne les records pour cette journée des ’4 sorcières’

La Bourse de Paris a du mal à rester au contact des 7.900 mais le CAC40 s'adjuge autour de +4% vers 7.885 alors que Wall Street poursuit sur sa lancée haussière, avec un nouveau record absolu du Nasdaq (+0,4% à 24.570, soit +18,5% sur le trimestre écoulé) tandis qu'il ne manque qu'une poignée de points au S&P500 (+0,3%, soit +15% sur 3 mois) pour déborder les 6.656. Les investisseurs occultent totalement la tension persistante des taux longs avec un '30 ans' US à 4,754%, un '10 ans' à 4,13% : la décision de la Fed, mercredi soir, de réduire d'un quart de point son principal taux d'intérêt n'améliore pas la situation, bien au contraire, le '10 ans' a repris

+11Pts en 48H et les détenteurs de T-Bonds semblent occulter l'hypothèse de deux autres baisses de taux d'ici à la fin de l'année. Mais il y a en face de cette grande divergence taux longs/actions, la version optimiste résumée par Michael Brown, stratéiste chez Pepperstone qui justifie les records boursiers : 'Cela veut dire que la Fed est prête à mettre le paquet pour soutenir l'emploi et, plus largement, la croissance'. 'Résultat, le scénario haussier en faveur des actions - qui reposait déjà sur une économie solide (qui pourrait le devenir davantage) et sur des bénéfices d'entreprises robustes (qui pourraient là encore s'améliorer)' - tient toujours debout', souligne l'ana-

lyste. Le CAC semble boucler une seconde semaine de progression, mais l'élément le plus important est peut-être qu'il a désormais effacé l'intégralité des pertes essuyées depuis le 25 août dernier, date à laquelle François Bayrou avait manifesté son intention de se soumettre à un vote de confiance devant l'Assemblée nationale. La perspective d'un environnement de taux plus bas aux États-Unis a largement profité au segment technologique, comme l'illustrent les records établis cette semaine par le Nasdaq. En Europe, l'indice sectoriel de la technologie, le STOXX Europe 600 Technology, se dirige ainsi vers une hausse de plus de 6% cette se-

maine. À Paris, les plus fortes progressions de la semaine reviennent pour l'instant à des titres comme Soitec (+15%), OVH (+14%) ou STMicroelectronics (+8%), mais Kering se distingue également avec des gains de 12% consécutifs à l'arrivée aux commandes lundi dernier de son nouveau directeur général vedette, l'Italien Luca de Meo. Autre élément marquant : la volatilité est brutalement retombée cette semaine, surtout après la réunion de la Fed, ce qui se traduit par un reflux du VIX, aussi appelé 'l'indice de la peur', désormais revenu sur ses plus bas annuels (-1% à 15,5, un signe de 'complaisance' assez remarquable). Sur le front des statistiques, l'indica-

teur synthétique du climat des affaires en France, calculé par l'Insee à partir des réponses des chefs d'entreprise, se maintient à 96 pour le quatrième mois consécutif en septembre, demeurant ainsi sous sa moyenne de long terme de 100. Sur le marché obligataire, les taux longs remontent logiquement, victimes du vent d'euphorie qui souffle actuellement sur les Bourses mondiales et d'ajustements post-Fed. Le rendement des Bunds se tend de +2,5 pts vers 2,743%, tout comme l'OAT (+2,3Pts, qui s'établit à 3,548%. L'euro perd 0,2% face au billet vert et s'échange autour de 1,1760USD. À Londres, le baril de Brent recule de 0,5% à 67,2 USD.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 18 Septembre 2025					
Valeur : 22 Septembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.0448	129.0598
1	EUR	EURO		152.6213	152.6777
1	GBP	POUND STERLING		175.9302	175.9506
100	JPY	JAPANESE YEN		87.7319	87.7480
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1561	18.1600
1	CHF	SWISS FRANC		163.5756	163.7191
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.6532	93.6845
1	DKK	DANISH KRONE		20.4593	20.4646
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8943	13.8985
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.1331	13.1375
1	AED	UAE DIRHAM		35.1314	35.1393
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.4009	34.4086
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.0977	423.2857
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.3885	44.8346
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3824	14.3841
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9295	24.0523
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2319	3.2419
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7919	177.7919

ALLEMAGNE

Berlin redoute désormais sa propre dette

Adopté avec plusieurs mois de retard, le budget fédéral 2025 laisse déjà place aux inquiétudes pour 2026. Dans un rapport au vitriol, la Cour des comptes allemande tire la sonnette d'alarme : la dépense publique glisserait hors de contrôle, et le gouvernement fédéral serait « loin d'avoir un système financier solide ».

Le climat s'est tendu outre-Rhin au point que Bild a titré que « les finances de l'Allemagne sont au bord du gouffre » — formule sans doute excessive, mais révélatrice d'une nervosité réelle. Au cœur des critiques, la structure même du projet 2026 : près d'un euro sur trois serait financé à crédit. Sur 520 milliards d'euros de dépenses prévues, 174 milliards proviendraient de nouvelles dettes, un schéma que la Cour juge « structurellement dangereux ». L'institution rappelle aussi l'ampleur du choc budgétaire de ces dernières années : les dépenses auraient augmenté d'environ 75 % entre 2019 et 2026. Face à ces attaques, le ministre des Finances, Lars Klingbeil, assume une stratégie de relance par la dépense : après des années de récession, dépenser massivement serait, selon lui, la condition pour retrouver de la croissance. Ce qui inquiète les experts n'est pas seulement le volume, mais la philosophie :

une part importante de la nouvelle dette servirait à financer des dépenses courantes, et non des investissements productifs. Une rupture avec la tradition allemande de discipline budgétaire, ancrée jusque dans la Constitution par le « frein à l'endettement ». Cette limite ayant été levée dans le contexte de crises successives, Berlin peut désormais recourir plus largement à l'emprunt — notamment pour remettre à niveau des infrastructures vieillissantes et porter la défense à 2,4 % du PIB.

Une dette « dérisoire » face à la France, mais un malaise grandissant

Sur le papier, l'Allemagne reste loin des niveaux français : sa dette publique, passée d'environ 1 300 milliards d'euros en 2020 à près de 1 900 milliards aujourd'hui, apparaît « dérisoire » au regard des 3 400 milliards de la France. Mais cette comparaison rassurante

masque un malaise : pour une économie qui s'est longtemps pensée gardienne de l'orthodoxie budgétaire, la perspective de déficits structurels inquiète. La Cour des comptes parle d'un État qui vit au-dessus de ses moyens.

Le « paradoxe grec » : quand Athènes devient un modèle

Treize ans après la crise des dettes souveraines, un renversement symbolique s'invite dans le débat allemand. La Grèce, naguère fustigée pour sa « gestion laxiste », est désormais citée en exemple. Athènes affiche une croissance prévue de 2,3 % en 2025, des excédents budgétaires primaires et une désescalade rapide de la dette : d'environ 210 % du PIB en 2020 à près de 150 % en 2024. De quoi susciter l'attention — et parfois l'admiration — d'une partie de la classe politique allemande, viscéralement allergique à l'endettement.

PRODUCTIVITÉ DES TRAVAILLEURS

Plus faible en Europe qu'aux États-Unis

Malgré les similitudes culturelles et les avancées technologiques, l'écart de productivité entre l'Europe et les États-Unis non seulement persiste, mais se creuse. Dawid Osiecki, expert du marché des nouvelles technologies et coauteur d'un rapport de 40 pages analysant le développement économique des deux côtés de l'Atlantique, nous explique pourquoi il en est ainsi et ce qui peut y remédier. "Nous avons récemment réalisé une étude dont il ressort clairement que la différence entre les États-Unis et l'Europe n'est pas seulement l'argent, mais aussi le nombre de grandes entreprises capables de mettre en œuvre

avec succès les nouvelles technologies, y compris l'IA", explique l'expert. "En comparant les données depuis 1996, on voit très clairement que les États-Unis ont mieux réussi à se remettre des crises successives - la crise financière de 2008, la crise des pandémies ou la crise actuelle liée à la transformation de l'IA. Chacune de ces crises a entraîné une accélération de la productivité. En Europe, c'est la stagnation", explique notre interlocuteur. Les principales différences ? L'investissement et la structure de l'économie. Le marché boursier américain est dominé par ce que l'on appelle les Big Techs - les sept

plus grandes entreprises technologiques qui non seulement génèrent une énorme croissance de la valeur, mais mettent également en œuvre efficacement les dernières technologies. L'Europe ? "Nous n'avons pas saisi cette opportunité", admet Dawid Osiecki. Le rapport de Mario Draghi intitulé "Comment améliorer la compétitivité de l'Union européenne" indique que l'intelligence artificielle pourrait permettre à l'Europe de réduire l'écart avec les États-Unis. Mais même dans ce domaine, la situation n'est pas simple. Les travailleurs européens déclarent comprendre à 95 % les avantages de l'IA, mais 2/3 d'entre eux craignent de per-

dre leur emploi. Pire encore, les trois quarts soulignent le manque d'accès réel aux outils d'IA sur le lieu de travail. Et 1/3 d'entre eux évoquent un manque de formation et d'éducation pour mieux utiliser les nouvelles technologies. Les données recueillies dans le cadre d'une enquête menée auprès de 800 entreprises de six pays européens montrent que les plus grandes entreprises européennes (d'une valeur supérieure à 10 milliards de dollars) gèrent l'adoption de l'IA à un niveau comparable à celui des géants américains. Les problèmes commencent dans les petites entreprises.

UNE CONFIANCE ACCRUE DANS LA TRAJECTOIRE BUDGÉTAIRE

L'agence Fitch relève la note souveraine de l'Italie de BBB à BBB+

L'agence de notation Fitch a relevé ce vendredi 19 septembre la note souveraine de l'Italie de BBB à BBB+ "pour refléter une confiance accrue dans la trajectoire budgétaire" du pays, une semaine après avoir abaissé la note de la France. L'agence d'évaluation financière met notamment au crédit de l'Italie "un environnement politique stable": "Cela contraste fortement avec le passé récent, où le pays a souffert de revirements et d'instabilité politique, qui l'ont conduit à manquer des objectifs" en matière de finances publiques. La nouvelle note de l'Italie est assortie d'une perspective stable, ce qui signifie qu'elle ne devrait être ni relevée, ni dégradée prochainement. Le 12 septembre, d'autres pays du sud de l'Europe ont vu leurs notes relevées: le Portugal par Fitch, l'Espagne par S&P Global. Le PIB italien a diminué de 0,1% Le même jour, Fitch a au contraire dégradé la note de la France, de AA- à A+, sanctionnant le pays pour son instabilité politique persistante et ses incertitudes budgétaires, qui contrarient l'assainissement de ses comptes publics très dégradés. La France emprunte désormais presque aussi cher que l'Italie, une première depuis la mise en circulation de l'euro en 2002. L'Italie reste cependant bien plus endettée que la France, à 135% du produit intérieur brut (PIB) contre 114% pour sa voisine. Et ses perspectives à moyen terme sont maussades, avec une faible productivité et une population vieillissante. L'Italie a vu son PIB diminuer de 0,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent en raison d'une baisse de tous les secteurs, à l'exception des services, stationnaires, selon une première estimation de l'Institut national des statistiques (Istat). Le gouvernement ultraconservateur de Giorgia Meloni a mené au cours des deux dernières années une politique de rigueur budgétaire. Le pays, longtemps jugé trop dépensier, a divisé son déficit public par deux en seulement un an, celui-ci s'affichant à 3,4% du PIB en 2024.

AVEC 3,5% DE CROISSANCE

L'Espagne a finalement fait mieux que prévu en 2024

L'Espagne a fait mieux que prévu. L'Institut national de statistiques (INE) a révisé en hausse la croissance du produit intérieur brut espagnol en 2024, à 3,5%, soit 0,3 point de plus que la dernière estimation, a-t-il annoncé ce vendredi 19 septembre dans un communiqué. À titre de comparaison, la croissance française s'élevait à 1,2% en 2024. La croissance du PIB en 2023 a en revanche été revue à la baisse, et ramenée à 2,5%, soit deux dixièmes de point de moins. Autre révision à la

hausse, la croissance du PIB en 2022, estimée à présent à 6,4%, soit deux dixièmes de point de plus. Ce chiffre est désormais définitif, tandis que ceux de 2023 et 2024 seront réexaminés en septembre prochain, a rappelé l'INE. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre du cycle habituel de révision ordinaire des comptes nationaux mené par l'institut, en coordination avec la Banque d'Espagne et sur la base des données fournies par l'administration publique. 2,7% prévus en 2025

Les projections pour la quatrième économie de la zone euro restent optimistes, selon le gouvernement espagnol, qui a relevé mardi de 0,1 point, à 2,7 %, ses prévisions de croissance du PIB en 2025. "Nous avons également des perspectives positives jusqu'en 2028, avec une croissance robuste, équilibrée et soutenue sur des bases solides", s'était alors réjoui le ministre de l'Économie, Carlos Cuerdo. Il a déclaré espérer que l'Espagne resterait cette année l'économie avancée

affichant la plus forte croissance. Le PIB espagnol a poursuivi sur sa tendance positive au premier trimestre au cours duquel il progressé de 0,6%, et au deuxième trimestre (+0,7%). À l'instar du gouvernement, la Banque d'Espagne a relevé cette semaine ses prévisions de croissance pour 2025, les portant à 2,6 %, soit 0,2 point de plus que lors de sa dernière estimation et un dixième de point de plus que les projections du Fonds monétaire international (2,5%).

L'assistant IA de Zoom, Companion, fait le tri dans les réunions

Le spécialiste de la visioconférence a mis à jour son Companion avec des recommandations optimisées pour éviter certaines réunions. Zoom propose aussi d'autres évolutions comme une préparation automatisée et des recherches approfondies sur des plateformes comme Slack et SharePoint.

Passer moins de temps à planifier et plus de temps à travailler, c'est ce que promettent les futures fonctionnalités de collaboration de la version 3 de Companion de Zoom dont le déploiement est prévu l'année prochaine. Par exemple, pour améliorer la gestion du temps et la collaboration, l'une de ces fonctionnalités recommandera les réunions qu'il est possible d'éviter. « Nous voulons que les utilisateurs puissent se concentrer sur un travail stimulant et motivant. C'est généralement possible quand le travail est bien organisé et que l'on se consacre à des tâches vraiment utiles », a déclaré Smita Hashim, directrice des produits chez Zoom.

Lutter contre la lassitude des réunions

Selon Zoom, l'assistant sera aussi capable d'éviter la surcharge numérique. « Les travailleurs passent beaucoup de temps à courir après le travail plutôt qu'à progresser, et les agents d'IA peuvent automatiser de nombreuses tâches », a ajouté Mme Hashim. « Trop de réunions peuvent nuire au travail », a-t-elle affirmé. « Selon le contexte et la participation, la fonction peut recommander de sauter telle ou telle réunion et demander à l'hôte d'envoyer un résumé », a

ajouté la directrice des produits chez Zoom. Une autre fonctionnalité de Companion 3.0 aide les employés à se préparer aux réunions. Les utilisateurs peuvent demander l'ordre du jour, les mesures à prendre et les informations clés. Cette fonction sera disponible en octobre.

« Il s'agit d'avoir les bonnes conversations au bon moment, avec une préparation adéquate et un suivi approprié, pour qu'elles débouchent sur des résultats », a encore déclaré la responsable. Zoom ajoute également une fonctionnalité de recherche approfondie pour récupérer des informations provenant de réunions précédentes et de plateformes comme Microsoft et Slack. Parmi les autres fonctionnalités, on peut encore citer la prise de notes et un résumé des points essentiels à retenir des réunions.

Une poussée vers l'IA agentique

Ces fonctionnalités de productivité vont dans le sens de l'évolution de Zoom vers l'IA agentique, qui s'articule autour d'une approche fédérée. « Les clients peuvent se connecter à de nombreux modèles, aussi bien ceux d'OpenAI, Anthropic, GPT-5, ainsi que de petits modèles de langage que nous développons et qui sont spécialisés

dans cette tâche », a indiqué Mme Hashim. Zoom s'enrichit également d'une fonctionnalité d'agent d'IA personnalisé pour que les administrateurs IT puissent tester les connexions IA externes à Zoom. Dans un premier temps, la plateforme comprendra des connecteurs SharePoint et ServiceNow. L'éditeur ajoute aussi des fonctionnalités à son interface de visioconférence. Les utilisateurs pourront participer à des conférences via des avatars photoréalistes, et des caméras pourront suivre leurs mouvements. De plus, des fonctionnalités de traduction vocale en temps réel et une meilleure qualité audio et vidéo à 60 images par seconde amélioreront la qualité des conversations.

En 2026, Zoom ajoutera la prise en charge de HP Dimension avec Google Beam pour Zoom, qui offre une expérience de conversation 3D plus réaliste. Beam utilise plusieurs caméras et la technologie IA pour offrir des expériences réalistes. Le matériel HP Dimension coûte 25 000 dollars HT, la licence Google Beam étant vendue séparément. Google Meet prendra aussi en charge Beam, une technologie qui a fait l'objet de recherches pendant plusieurs années sous le nom de code « Projet Starline ».

Monday lance une plateforme de création d'agents IA

L'éditeur de logiciels de gestion de projets et de tâches s'oriente vers les agents IA. Monday a dévoilé un outil pour les créer avec la capacité d'effectuer des actions sur plusieurs canaux notamment par courriel et par téléphone.

A l'occasion de son évènement Elevate 2025 qui s'est déroulé du 17 au 18 septembre à New York, Monday a clairement mis le cap sur les agents IA. L'éditeur vient ainsi de présenter un outil de création d'agents capables de réaliser plusieurs tâches. « Ils ne se contentent pas de répondre aux questions, ils « exécutent des tâches, connectent des systèmes et apprennent à partir du contexte », a déclaré Daniel Lereya, directeur des produits et des technologies chez Monday à Computerworld. « Les équipes et les individus seront ainsi libérés des tâches répétitives, et pourront se concentrer sur la créativité, la stratégie et le jugement humain », a-t-il poursuivi.

« Les agents de Monday peuvent intervenir dans différentes équipes et intégrations d'applications et interagir via plusieurs canaux de communication, notamment les courriels, les SMS et les appels téléphoniques », a-t-il ajouté. Par exemple, un agent téléphonique pourrait être configuré pour passer des appels de manière autonome lorsqu'il est déclenché. « Dans des projets de planification d'événements, l'agent peut appeler les participants potentiels à une réunion sur leur téléphone pour confirmer leur présence », a suggéré M. Lereya. Les résultats, y compris le

nombre de participants, seront ensuite téléchargés sur un tableau Monday, ce qui fait gagner un temps considérable comparé aux appels manuels et à la saisie manuelle des données.

Le langage naturel pour la création d'agents

Les agents personnalisés sont créés à l'aide d'invites en langage naturel dans l'outil de création d'agents de Monday. Une analyse de la logique de l'agent est ensuite présentée.

Dans le cas de l'agent téléphonique RSVP, l'analyse inclut son objectif, ses capacités (par exemple, interagir avec les participants de manière amicale et professionnelle, confirmer leur présence, enregistrer et résumer leurs réponses, et traiter leurs objections avec patience) et le style conversationnel du bot vocal d'IA. Il est ensuite possible de modifier les paramètres, notamment le texte du script ou la vitesse de parole.

Comme autre exemple, la société cite celui d'un agent de service qui répond aux demandes des clients en exploitant la base de connaissances d'une entreprise. Les clients peuvent créer leurs propres agents à l'aide d'une interface en langage naturel ou choisir parmi les agents préconfigurés créés par Monday. Parmi ces derniers, l'éditeur propose un agent de développement des ventes numériques capable de qualifier les prospects, de planifier des réunions et de garantir l'exactitude des données CRM. « L'agent étend la portée d'une

équipe commerciale sans nécessiter de personnel supplémentaire », a fait valoir M. Lereya, précisant que « d'autres agents préconfigurés seront ajoutés par la suite ».

Une tarification pay-as-you-go

Monday prévoit de mettre ses outils de création d'agents à la disposition de ses clients en octobre. Pour accéder aux agents, les clients paieront un abonnement mensuel qui comprend un certain nombre de crédits. Ceux-ci sont consommés en fonction de l'activité des agents. Cependant, on ne connaît pas encore le coût des agents et Monday n'a pas répondu à la demande d'informations sur les tarifs. Ils s'appuient sur plusieurs modèles d'IA, notamment des modèles de conversation de la parole en texte, de conversion du texte en parole et de génération de texte provenant de fournisseurs tels que OpenAI et Anthropic.

Compte tenu de la propension des modèles d'IA générative à produire des hallucinations et des résultats inexacts, les agents autonomes pourraient inquiéter ceux qui utilisent l'application Monday pour des tâches importantes. Selon M. Lereya, la société applique « plusieurs techniques d'ingénierie contextuelle et de prompt, ainsi que des stratégies d'ancrage », afin de réduire au minimum les hallucinations. « Nous investissons aussi massivement dans des évaluations internes afin d'optimiser en permanence la qualité », a-t-il indiqué.

Toujours un humain pour assumer la responsabilité

Les agents « fonctionnent dans des limites bien définies », les humains conservant le contrôle et la possibilité « d'examiner, de surveiller ou d'intervenir avant que des mesures critiques ne soient prises », a rappelé Daniel Lereya. Le lancement des agents est la dernière étape du projet visant à intégrer l'intelligence artificielle dans les logiciels de gestion du travail du fournisseur. Outre l'assistant Sidekick, disponible depuis hier, l'entreprise a également lancé AI Blocks plus tôt cette année, qui automatise des tâches individuelles telles que la transcription d'un appel. À certains égards, les agents Monday sont similaires aux AI Blocks, mais leurs objectifs sont différents. « Les AI Blocks sont les éléments constitutifs de l'intelligence, alors que les agents les rassemblent et les coordonnent pour former des coéquipiers autonomes », a expliqué M. Lereya.

Lors de la conférence utilisateurs Elevate 2025, Monday a aussi annoncé que sa Marketplace dédiée à l'intégration d'applications tierces inclura des agents et des compétences que les utilisateurs pourront consulter et utiliser. Par ailleurs, Monday a présenté une fonctionnalité de marketing par courriel intégrée à son produit CRM appelée Campaigns, qui automatise des fonctions telles que la génération de contenu et la recommandation de segments d'audience. Ces deux fonctionnalités sont désormais généralement disponibles.

Nvidia investit 5 Md\$ dans Intel



Les deux sociétés ont annoncé l'arrivée du fournisseur de GPU dans le capital du fondeur pour un montant de 5 Md\$. Intel et Nvidia vont également collaborer sur les activités datacenter et PC.

Après le gouvernement américain, Intel a trouvé un autre investisseur de poids : Nvidia. En effet, le spécialiste des GPU a annoncé un investissement de 5 Md\$ dans la firme de Santa Clara. Concrètement, Nvidia va acheter des actions au prix de 23,28 \$ et devrait selon les analystes obtenir 4% du capital d'Intel. Cela en fait, avec l'Etat, un des principaux actionnaires, mais aussi un potentiel acheteur si les autorités de la concurrence donnaient leur feu vert.

Cette annonce donc en tout cas une bouffée d'oxygène pour la société dirigée par Lip Bu Tan. Ce dernier essaye de redresser Intel qui a présenté des résultats décevants au second trimestre 2025. Il a supprimé des postes, arrêté des projets en Europe, céder une part majoritaire dans Altera à Sliver Lake, réorganiser les directions, mais pour l'instant les résultats se font attendre.

Des travaux sur des puces pour PC et datacenter

L'accord entre Intel et Nvidia n'est pas que financier, il porte aussi sur le développement conjoint de plusieurs générations de produits personnalisés pour centres de données et PC. Sur le marché grand public, les deux sociétés vont travailler sur la combinaison de CPU Intel et de GPU RTX. Pour la partie datacenter, « Intel construira des processeurs x86 personnalisés par Nvidia », peut-on lire dans le communiqué. Il pourrait donc à terme des systèmes IA couplant CPU Intel (de type Xeon) et des GPU Nvidia avec une interconnexion basée sur NVLink et un support de l'environnement logiciel Cuda. En sachant qu'aujourd'hui, Nvidia proposent des systèmes combinant ses accélérateurs GPU et des CPU basés sur Arm. Ce partenariat pose néanmoins plusieurs questions. Intel va-t-il continuer à développer ses propres GPU ? Si ce n'est pas le cas, les entreprises et les hyperscalers auront un choix plus restreint, Nvidia, AMD et d'autres acteurs de niches. De plus, est-ce que cet accord va impacter les relations de Nvidia avec TSMC qui fabrique ses puces ? La société dirigée par Jensen Huang mène depuis quelques mois une opération séduction auprès de l'administration Trump en investissant massivement aux Etats-Unis. Il souhaite aussi diversifier ses capacités de production au regard du contexte géopolitique.

LA MÉTHODE EMPLOYÉE EST ÉTONNANTE

Quand Volkswagen cherche à vendre sa petite plateforme électrique en dehors du groupe

Le groupe Volkswagen a d'ores et déjà partagé sa base technique électrique MEB (celle des ID.3 et ID.4) avec Ford pour l'Explorer et la Capri. Une ouverture que la marque de Volkswagen compte bien réitérer à l'étage inférieur avec la base MEB+ de la future ID. Polo. Et pour convaincre d'autres constructeurs du potentiel de ce châssis quoi de mieux qu'une étude de style originale mais sans marque ?

Pour rentabiliser les lourds investissements liés à la production de véhicules électriques, le groupe Volkswagen ne peut plus uniquement compter sur l'ensemble de ses marques. Ainsi, la plateforme MEB sur laquelle repose les Volkswagen ID.3, ID.4 et ID.5, les Skoda Enyaq et Enyaq Coupé, les Audi Q4 e-tron et Q4 e-tron Sportback et le Cupra Tavascan a également été fournie à Ford afin que la firme à l'ovale bleue puisse lancer ses Explorer et Capri en limitant les coûts comme les temps de développement.

La plateforme technique de l'ID.Polo est proposée à d'autres constructeurs

Le groupe Volkswagen s'apprête à faire de même à l'étage inférieur avec la base technique autrefois dénommée MEB Entry qu'il faudra désormais appeler MEB+. Il s'agit dans les faits du châssis à moteur avant qu'étrèneront dès l'an prochain les citadines branchée Volkswagen ID.Polo et Cupra Raval puis les SUV urbains sur prise, Skoda Epiq et Volkswagen ID.Cross. Une base que le groupe emploiera aussi à compter de 2027 sur la future Seat Ibiza EV, sur un SUV Cupra probablement appelé Tindaya et sur des petits utilitaires. Il semblerait que Ford en profite aussi pour y développer la remplaçante de la Fiesta. Mais Volkswagen ne souhaite pas s'arrêter en si bon chemin, l'idée étant d'ouvrir la porte à d'autres marques afin de rentabiliser au mieux l'investissement sur un segment de marché où les marges bénéficiaires restent faibles, les prix ne pouvant grimper sans mesure.



Un concept car virtuel "sans marque" pour séduire



Aussi, quoi de mieux qu'un concept dont les lignes sont très éloignées du registre formel germanique pour convaincre des constructeurs venant de tous horizons ? C'est but du démonstrateur baptisé EVX dont les lignes ont été imaginées par le bureau de style Italdesign fondé en 1968 par Giugiaro et appartenant à Volkswagen depuis 2010. Ce prototype n'est que virtuel, il s'agit d'images de synthèses mais elles suffisent pour le client potentiel à se faire une idée d'un habillage de la plateforme MEB+ avec une silhouette plus audacieuse. Pas question ici d'appliquer l'identité d'une marque. Au contraire, il faut être le plus neutre possible tout en étant le plus ouvert. L'exercice n'est pas simple. Mais ce petit coupé à la silhouette Fastback long de 4,23 m, large de 1,82 m pour une hauteur de 1,49 m reposant sur un empattement de 2,60 m ne manque pas d'allure. Et s'il y a peu de chance qu'une carrosserie à trois portes franchisse un jour le cap de l'industrialisation, manquant trop de polyvalence, en revanche, cette coque racée pourrait fort bien inspirer les designers de nombreuses marques. Stellantis et le Groupe Renault ont déjà ce qu'il faut sur l'étagère avec respectivement les bases STLA Smart et prochainement STLA Small, pour le premier et l'AmpR Small pour le second. Ce qui explique par ailleurs que Renault et Volkswagen ne se soient pas mis d'accord pour construire ensemble les Twingo et ID.1 Mais d'autres constructeurs sont dans le besoin, c'est pourquoi Volkswagen leur tends la main.

Audi enterre son 5 cylindres, mais pas pour la raison à laquelle on aurait pu penser

Le 2.5 TFSI d'Audi, icône depuis 1976, vivra ses dernières années sous le capot de la RS3. Contrairement aux apparences, il aurait pu survivre à Euro 7. Mais la marque aux anneaux juge l'investissement disproportionné face à une demande jugée trop faible. Il a fait les belles heures de l'Audi Quattro, du TT RS et plus récemment de la RS3. Il suffit d'ailleurs de regarder les titres de nos derniers essais de cette dernière sur L'Automobile Magazine pour comprendre à quel point le 5 cylindres 2.5 TFSI est une réussite : en 2021 nous titrions "longue vie au 5-cylindres", en 2023 "un joujou toujours extra". Produite à Ingolstadt depuis 1976, il va pourtant bientôt tirer sa révérence. Déjà disparu du TT et du RS Q3, il ne subsiste aujourd'hui que dans la RS3 Sportback et la RS3 Berline. Mais Gernot Döllner, le nouveau patron d'Audi, l'a confirmé : "le 5 cylindres finira avec Euro 7". Autrement dit, dans environ deux



ans, la dernière RS3 de ce type sortira des chaînes.

Pas un problème technique, mais économique

Officiellement, Euro 7 entre en vigueur fin 2026 pour les nouveaux

modèles, puis en 2027 pour toutes les voitures neuves. Techniquement, Audi pouvait adapter son 5 cylindres aux futures normes : "ce n'est pas difficile", reconnaît Döllner dans une interview au magazine australien Drive. Mais le problème n'est pas tant l'ingénierie,

que... la rentabilité. Les ventes des RS3 restent marginales face aux volumes mondiaux du groupe Volkswagen. Et investir massivement pour un moteur réservé à une poignée de modèles n'aurait, selon Audi, aucun sens économique. En clair : le 5 cylindres ne

meurt pas faute d'être aux normes, mais faute de clients !

Une page se tourne pour Audi et le groupe VW

Ce choix signe la fin d'une signature sonore et technique unique, qui faisait l'ADN des sportives Audi face aux concurrents BMW et Mercedes qui roulent eux plutôt sur six cylindres. Le 2.5 TFSI avait même été envisagé pour une version d'entrée de gamme de la R8 ou pour un concept de coupé propulsion avec boîte manuelle, mais ces projets sont restés dans les cartons. Désormais, Audi se tourne vers l'électrique : le concept C présenté à Munich annonce un futur roadster sportif pour 2027. Mais même développé avec Porsche et cousin de la descendance 718, il sera 100 % électrique. Quant à la RS3, elle s'ouvrira une ultime série plus puissante avant de tourner la page. Le mythe du 5 cylindres, né avec l'Audi 100 en 1976, s'achèvera donc non par obligation, mais par stratégie.

Mots fléchés

Transmis- sion du patrimoine		A cet endroit		Nouveau disque Exposer pour la vente		Lire bêtement		Ruses		Rattachant		Même rang qu'eux	
Produits de remplacement		Fautifs						Villa située à Tivoli				Bigarrera	
										École fondée par C. de Gaulle et M. Debré			
Moyen contraceptif s'il est interrompu					Mis bas	Service militaire dû par le vassal				Journal érotique			
Monnaie d'or										Résultat des 35 heures hebdomadaires			
			Vagabond En Egypte antique, 'était un oiseau sacré										
Arrache les poils						Boissons exquises							
De couleur jaune pâle													
								Fameux fumeur					Vois
								Colère passée					
Nervi						Morceau de choix				Euskadi Ta		Epice d'origine orientale	
Ignobles						Analyse d'une langue				Askata- suna			
				Détention d'une part de capital	Le propre de l'Homme selon Rabelais		Enfiler un vêtement		Radio privée française		Fleuve italien		
											Poisson d'eau douce		
Points cardinaux			Mise en garde										
Durées													
			Prénom masculin					Pingre					
Opération boursière	Ladreries	Vadrouil- lât Pilastres carrés						Péjorati- vement italien (nos excuses)		Prénom féminin			
										Séjour à l'hôtel			
			Disposer de quelqu'un								Vient de rire		
									Chevalier efféminé		Cicatrice		
Lettres en croix					Sélection- neuses								
Possèdent													
			Tranquille et silencieux				Partie supérieure d'un bâtiment					Prisonnier	Habitante d'une cité en Grèce antique
Il garrule					Multitude								
Une section de la police nationale					Etat américain								
			Morpion				Jean- Philippe Hallyday		Pair				
			Charlot						Note de musique				
Vilaine toile		Stations						Profon- dément ému					
								Maison en sapin					
						Partie molle				Bière anglaise			
										Ceinture jaune			
Couvre- chef		Suites de lettres initiales							Alliance atlantique				
		Zone citadine											
			Lac des Pyrénées			Très bonne note			Un présen- tateur radio et télé				
Ville de Toscane							Compère				Cube de jeu		

Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres", lit-on dans le communiqué.



ADHÉSION DE L'ALGÉRIE EN TANT QUE MEMBRE OBSERVATEUR À L'AIPA
Le Parlantino félicite l'APN

Le Parlement latino-américain et Caraibéen (Parlatino), a félicité l'Assemblée populaire nationale (APN) suite à l'adhésion de l'Algérie en tant que membre observateur à l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA), a indiqué dimanche un communiqué de l'APN. L'APN a reçu, samedi, un message de félicitations du Parlatino, suite à l'adhésion de l'Algérie en tant que membre observateur à l'AIPA, précise la même source. Le "Parlatino" a souligné, dans son message, que l'adhésion de l'Algérie à cette importante instance parlementaire "est un pas important" dans le contexte des relations entre les pays du Sud, et vient réaffirmer l'attachement au dialogue parlementaire et au pluralisme.

À LA VEILLE D'UN SOMMET À L'ONU

Le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie reconnaissent officiellement la Palestine

Le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie ont officiellement reconnu dimanche la Palestine comme "Etat indépendant et souverain", afin de "raviver l'espoir de paix et une solution à deux Etats". "Aujourd'hui, pour raviver l'espoir de paix et d'une solution à deux Etats, je déclare clairement en tant que Premier ministre de ce grand pays, que le Royaume-Uni reconnaît officiellement l'Etat de Palestine", a annoncé le Premier ministre britannique, Keir Starmer, dans une déclaration filmée publiée sur les réseaux sociaux, à la veille d'un sommet à l'ONU, lors duquel une dizaine de pays doivent confirmer leur reconnaissance formelle de l'Etat palestinien. De son côté, le Premier ministre canadien, Mark Carney, a déclaré, dans un communiqué, la reconnaissance de l'Etat de Palestine et offre de travailler en partenariat afin de porter la promesse d'un avenir pacifique. Il affirme que "le Canada inscrit cette mesure dans le cadre d'un effort international concerté visant à préserver la possibilité d'une solution à deux Etats". De même pour l'Australie, qui a annoncé par voix de son Premier ministre, Anthony Albanese, "reconnaître officiellement l'Etat indépendant et souverain de Palestine". "Ce faisant, l'Australie reconnaît les aspirations légitimes et de longue date du peuple de Palestine à un Etat qui lui soit propre", a-t-il expliqué dans un communiqué. Une dizaine d'autres pays ont prévu de reconnaître l'Etat de Palestine lundi à l'Assemblée générale des Nations Unies dont : Andorre, Portugal, Belgique, Espagne, Luxembourg, Malte, Saint-Marin, et France. L'Assemblée générale de l'ONU a adopté à une majorité écrasante la semaine dernière un texte qui soutient un futur Etat palestinien.

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'Algérie dans le top 3 des pays africains

L'Algérie figure parmi les trois pays africains les plus attractifs sur le plan économique, selon le dernier rapport du cabinet italien The European House - Ambrosetti (TEHA), qui met en avant le dynamisme de l'économie nationale. Classée 78e sur 146 économies mondiales, l'Algérie gagne une place par rapport à 2024 (79e) et améliore son score à 30 points contre 27,6 l'an dernier, précise le rapport "Global Attractiveness Index 2025", publié récemment. A l'échelle africaine, seules l'Algérie, les îles Maurice et l'Egypte se situent dans la catégorie de l'"Attractivité moyenne" (30 à

60 points) regroupant 63 pays cette année, contre 4 pays à forte attractivité (80 à 100), 12 pays à bonne attractivité (60 à 80) et 67 pays à faible attractivité (0 à 30). Le rapport souligne ainsi que l'économie algérienne compte parmi les plus dynamiques, portée notamment par une croissance significative. Au niveau mondial, les Etats-Unis conservent la première place avec un score de 100, suivis de la Chine (87,7) et de l'Allemagne (83,5). Singapour progresse à la 4e place en dépassant le Royaume-Uni, tandis que le Japon reste stable en 5e position. Le "Global Attractiveness Index", basé sur une cinquantaine d'indicateurs internationaux (flux d'IDE,

innovation, gouvernance, développement humain), évalue chaque année la capacité des pays à attirer ressources, capitaux et talents. Fondé en 1965, The European House - Ambrosetti (TEHA) est un think tank privé et cabinet de conseil en management et stratégie, reconnu parmi les plus influents d'Europe. Comptant près de 330 experts italiens et internationaux, il produit chaque année environ 450 études et organise plusieurs centaines d'événements, dont le Forum de Cernobbio, rendez-vous de référence du débat économique et politique mondial en Italie.

RAPPORT

Près de 63% des entreprises internationales recrutent des talents africains en télétravail

Les principales motivations des employeurs internationaux qui embauchent des Africains en « full remote » sont l'accès à un vaste réservoir de main-d'œuvre native du numérique et d'un bon niveau linguistique, ainsi que les salaires compétitifs permettant de réaliser des économies substantielles par rapport aux marchés du travail occidentaux.

62,9% des entreprises internationales recrutent des Africains en télétravail, notamment dans les secteurs des technologies de l'information/communication et de la finance, selon un rapport publié le mardi 16 septembre 2025 par Rayda, un cabinet spécialisé dans la gestion d'équipes à distance dans les marchés émergents. Intitulé « Future of Remote Work in Africa (FORWA)

», ce rapport se base sur une enquête réalisée auprès de 67 entreprises basées dans sept pays développés : les États-Unis (57% des répondants), le Royaume-Uni (24%), l'Allemagne (9,3%), les Pays-Bas (3,1%), le Canada (2,6%), l'Australie (2,3%) et la France (1,7%). Ces entreprises vont de petites start-up (57%) à de grandes sociétés employant plus de 1000

personnes, en passant par les PME. Une enquête a également été menée auprès de 1000 employés en télétravail dans six pays africains qui représentent les écosystèmes de travail à distance (full remote work) les plus dynamiques du continent : l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Ghana, le Kenya, le Nigeria et le Rwanda.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Quatre morts et 222 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes sont mortes et 222 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'In Salah avec 1 mort et 5 blessés, suite au renversement d'un

véhicule léger, sur la RN n 1, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de la Protection civile relatif à la surveillance des plages autorisées à la baignade a effectué, durant la même période, 208 interventions pour le sauvetage de 116 personnes d'une mort certaine, dont 86 ont été prises en charge sur place et 5 autres évacuées vers

des structures sanitaires locales, déplorant toutefois la mort par noyade de deux personnes dans des plages interdites à la baignade, à Tipaza et Mostaganem. Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 21 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, conclut le bilan.

BOURSE D'ALGER

BNP Paribas El Djazair radiée de la liste des teneurs de comptes conservateurs de titres agréés

La Commission d'organisation et de surveillance des Opérations de Bourse (Cosob) a annoncé, dimanche dans un communiqué, la radiation de la banque "BNP Paribas El Djazair" de la liste des teneurs de comptes conservateurs de titres agréés, et ce à compter du 17

septembre courant. "La Cosob informe l'ensemble des investisseurs en Bourse que la qualité de teneur de comptes conservateur de titres agréé a été retirée à BNP Paribas El Djazair, à la suite de sa demande", est-il indiqué dans le communiqué. La commission a fait savoir, dans

ce cadre, que les avoirs des investisseurs détenteurs de comptes-titres ouverts auprès de la banque concernée, qui n'ont pas procédé à leur transfert vers d'autres teneurs de comptes conservateurs de titres, ont été transférés à Algérie Clearing, dépositaire central des titres. Al-

gérie Clearing est chargée ainsi d'assurer la gestion "temporaire" des avoirs restants, jusqu'à leur transfert définitif par leurs titulaires vers des teneurs de comptes conservateurs de titres en activité, selon la Cosob.

SAHARA OCCIDENTAL

De Mistura arrive dans les camps de réfugiés sahraouis

L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Staffan de Mistura est arrivé, dimanche, dans les camps de réfugiés sahraouis, a rapporté l'agence de presse sahraouie (SPS). Il s'agit de la cinquième visite de M. de Mistura lors de laquelle il devrait rencontrer les autorités sahraouies et discuter de l'état et des perspectives du processus de paix au Sahara

occidental mené sous l'égide de l'ONU, souligne SPS. Une rencontre avec un groupe de jeunes sahraouis et des membres de la direction nationale sahraouie est également au programme de la visite qui va être conclue par des consultations officielles entre le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, et l'envoyé personnel du SG de

l'ONU, ajoute la même source. A noter que, le gouvernement sahraoui avait récemment indiqué, dans un communiqué, que la prochaine session du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental offre une occasion précieuse de réaffirmer le mandat principal de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), tel que défini par le Conseil de sécurité en 1991. Il

a également souligné que ce rendez-vous constituait une occasion pour réaffirmer le principe fondamental sur lequel doit se fonder une solution pacifique, juste et durable, à savoir l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux objectifs et principes de la Charte des Nations unies et de ses résolutions pertinentes.